

# MASSSES

AVRIL  
1 9 3 3

N° 4 MENSUEL

Prix : Un franc

## SOMMAIRE

SCIENCE ET MARXISME

HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE  
OU PREHISTOIRE  
DU MARXISME

LE MARXISME  
A LA LUMIERE  
DU MARXISME

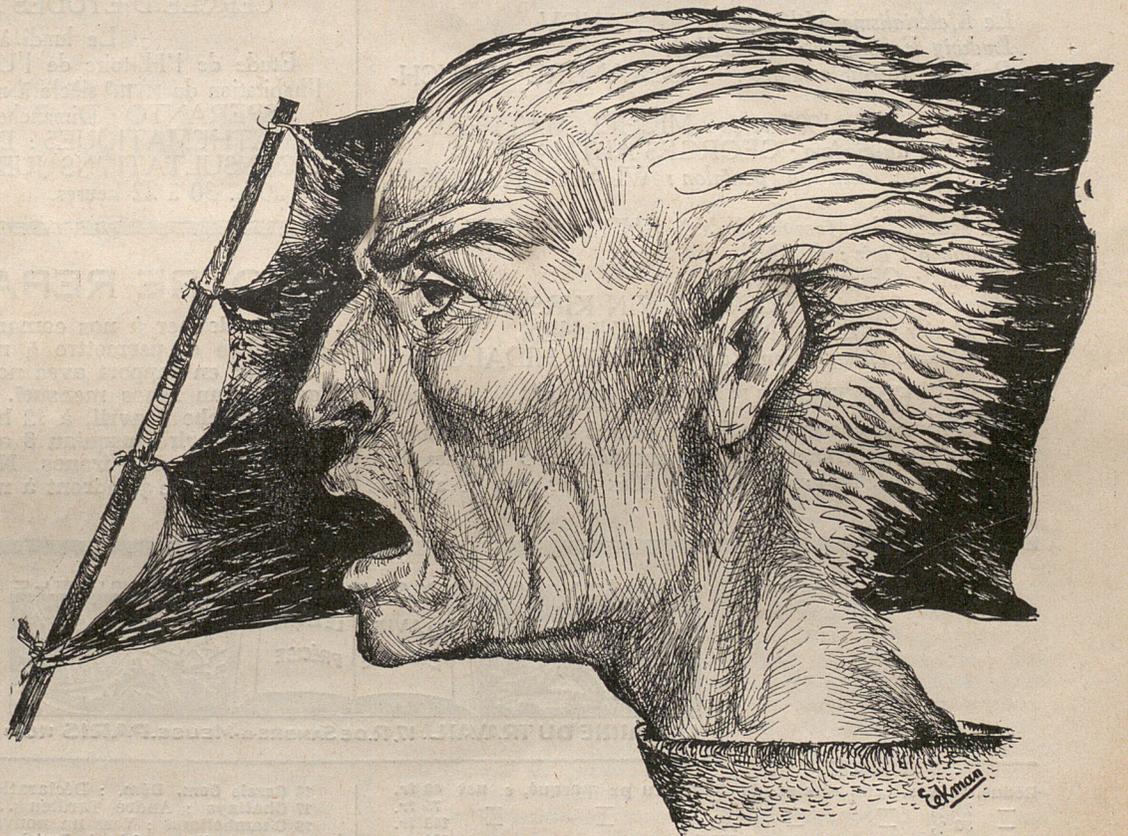
TOURNANT ARCHITECTURAL  
EN U. R. S. S. ?  
« ROME ET ATHENES  
AU KREMLIN »

DOSSIER DES  
TRAHISONS BOURGEOISES  
DISCOURS A  
MONSIEUR JULIEN BENDA

LES SCHEMAS DE MARX  
ET LEUR CRITIQUE :  
ROSA LUXEMBOURG

OLSANSKI  
N'EST PLUS FRANÇAIS

LES PRIMAIRES. — FAUBOURGS DE  
PARIS. — L'ETAT ET LA CRISE. —  
PAS D'AMNISTIE. — MALAISE  
DANS LE PARTI SOCIALISTE. —  
L'AFFAIRE FREINET. — CONVERSA-  
TION AVEC UN JEUNE ALLEMAND.  
— « JE SUIS UN EVADE ». — LET-  
TRE DE SUISSE. — « CRIME ET  
CHATIMENT ».



A CUBA : INTERVENTION OU RÉVOLUTION ?

# KARL MARX ET LE MARXISME

40 P. 8858

## MASSES

REDACTION ET ADMINISTRATION  
23, rue Mouffetard (Paris V<sup>e</sup>)

Adressez correspondance et mandats à J. Lefeuve, 23, rue Mouffetard, Paris (5<sup>e</sup>).

Abonnement annuel : 10 fr.  
Abonnement étranger : 13 fr.  
Abonnement de soutien : 50 fr.  
Abonnement de propagande : 20 fr. ou plus.

## Camarades, abonnez-vous

L'abonnement d'un an ne coûte que dix francs, étranger treize francs et se trouve remboursé par un des livres indiqués ci-dessous.

Le Matérialisme Militant : PLEKHANOV.  
Ludwig Feuerbach : ENGELS.  
Poèmes révolutionnaires : ALEXANDRE POUCHKINE.  
Les hommes du 1905 russe : MICHEL MATVEEV.  
Ca, c'est du cinéma : GEORGES ALTMAN.  
Le Nuage dans le pantalon : WLADIMIR MAIAKOWSKI.  
La Ruelle de Moscou : ILYA EHRENBORG.  
Lenine à Paris : ALINE.  
Copains : CHPILEWSKI.  
Paradis américain : EGON ERWIN KIRSCH.  
Le Rosier : HERMYNIA ZUR MULHEN.  
Un Notaire Espagnol en Russie : DIEGO HIDALGO.

## FAITES-NOUS DES ABONNES

Vous pourrez choisir entre 1 livre pour 5 abonnés, 6 numéros de la Revue Marxiste pour 12 abonnés, les 5 volumes de l'Histoire des luttes des Classes, de Max Beer pour 30 abonnés.



Réduc. 20 % s. com. minim. de 50 fr. au px marqué, s. net 40 fr.  
— 25 % — — 100 fr. — — 75 fr.  
— 30 % — — 200 fr. — — 140 fr.  
— 40 % — — 500 fr. — — 390 fr.

Adressez commande par chèque postal : Paris n° 43-98 c'est le plus économique en n'indiquant que les numéros d'ordre des ouvrages choisis.

1 Aouf : Les Syndicats et la situation de la classe ouvrière dans l'U. R. S. S.	3 50
2 Avermaete : Quand les enfants se battent	5 »
3 Beaulieu : Assassins, traîtres et faussaires	3 50
4 Beer : Histoire du socialisme : L'Antiquité	12 »
5 — Les temps modernes (741-1850)	12 »
6 — L'époque contemporaine	12 »
7 Béranget : Déclarations au Conseil de Guerre	0 25
8 Borghi : Mussolini en chemise	15 »
9 Boukharine : L'économie mondiale et l'impérialisme	12 »
10 — La théorie du matérialisme historique	25 »
11 Boussinot : Les meskines	15 »
12 Brécot : La grande grève de mai 1920	2 »
13 Briand : La grève générale et la Révolution	0 25
14 Brizon : Histoire du travail et des travailleurs	20 »
15 Bru : La dictature du bonheur	5 »

## L'activité de "MASSES"

Tous nos cours ont lieu dans le local des Groupes, 23, rue Mouffetard (V<sup>e</sup>). Métro : Monge et Cardinal Lemoine. — Autobus : S-Contrescarpe et K-Rue des Ecoles.

## ECONOMIE POLITIQUE

Première année : Etude des lois fondamentales de l'Economie Capitaliste d'après Karl Marx, le lundi à 20 h. 45.  
2<sup>e</sup> année : Les crises d'après Karl Marx, le vendredi à 20 h. 45.

## ETUDES SOCIALES

I. Méthodes et matériaux de sociologie :  
La sociologie marxiste ;  
II. — Enquêtes sur les conditions de vie des travailleurs et leurs réactions psychologiques et politiques.  
Le jeudi à 20 h. 45.

## CERCLE D'ETUDES ARCHITECTURALES

Le lundi à 20 h. 45  
Etude de l'Histoire de l'Urbanisme et de l'évolution de l'habitation du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours.  
ESPERANTO : Dimanche matin : 9 h. 30.  
MATHEMATIQUES : Dimanche matin, 10 heures.  
CONSULTATIONS JURIDIQUES gratuites, le jeudi de 20 h. 30 à 22 heures.

## NOTRE REPAS MENSUEL

Pour donner à nos camarades l'occasion de se mieux connaître et permettre à nos lecteurs sympathisants, d'entrer en rapport avec nous, nous avons décidé d'organiser un repas mensuel. Le premier repas aura lieu le dimanche 9 avril, à 12 h. 30, 33, rue des Ecoles. On peut s'inscrire jusqu'au 8 avril à la revue. Le prix net du repas est de 9 francs. Nous espérons que de nombreux amis se joindront à nous.

MASSES.

16 Cercle Com. Dém. : Déclarations et Statuts	0 50
17 Challaye : André Tardieu	1 »
18 Chambelland : Vers un nouveau Congrès d'Amiens	0 75
19 Chennevière : Ode à Jaurès	0 50
20 — Poème pour un enfant russe	0 30
21 Clavel-Orlianges : Pour la propagande minoritaire (1921)	0 50
22 C. G. T. U. : D'Amiens à Bourges	7 »
23 Dalzeto : La Canonica	7 »
24 — Notre maquis	7 »
25 — Ponte-Novo	7 »
26 — Soprani, héros corse	7 »
27 — Terre délivrée	7 »
28 Delbec : Syrie et Cilicie	1 50
29 Dommanget : L'instruction sous la Commune	1 50
30 Duhamel : La musique libératrice	2 »
31 Dupin : Conférence sur les responsabilités de la guerre.	2 »
32 — Poincaré et ses « souvenirs politiques »	9 »
33 — Règne de la bête	1 »
34 — Réponse à Poincaré	1 »
35 Engels : La guerre des paysans en Allemagne	12 »
36 Ermenonville : Maquette d'un journal ultra-nationaliste	0 60
37 — Sur les responsabilités de la guerre	0 25
38 Ernestan : Le socialisme contre l'autorité	3 »

## SCIENCE ET MARXISME

« Le reproche le plus amer que les jeunes gens font à la civilisation », déclare M. André Delacour dans l'Européen, « c'est son manque de cœur » (1). Et cette remarque vaut, en effet, pour un certain nombre de jeunes bourgeois qui se disent, se veulent, se croient « révolutionnaires ». Natures sensibles, ils se plaignent de la dureté des temps et désirent changer la société. Ayant pris conscience du mal présent, ils appellent de leurs vœux un bien futur. Quel bien ? « Cette prise de conscience est dirigée contre le matérialisme capitaliste et contre le matérialisme communiste » (2). Ce sont des chrétiens : or « le chrétien ne se désintéresse pas du temporel, mais il n'est pour lui qu'un instrument du spirituel. Autant il serait absurde de sacrifier celui-ci à celui-là, autant il est dangereux de ne pas donner au second la primauté sur le premier. Et il s'ensuit, comme le pense M. Jacques Maritain après Charles Péguy, que la révolution sociale sera morale ou ne sera pas » (3). On ne voit pas très bien ce que sera, en fait, cette révolution morale. Pour M. Thierry Moulhier, habile propagandiste d'Action Française, ce sera, à coup sûr, le rétablissement de la royauté. Pour M. Alexandre Marc et ses camarades, ce sera, comme le dit la revue Esprit, le retour à un « ordre chrétien ». « La puissance créatrice d'une révolution dépend... directement de la vigueur de la tradition sur laquelle l'élan révolutionnaire s'appuie » (4). On a pu lire, il y a quelques mois, dans la Nouvelle Revue Française, les déclarations significatives faites par ces révolutionnaires moraux et moralistes. On a pu constater que les deux parties les plus solides, si j'ose dire, de leur programme, étaient une espèce de métaphysique « personaliste » (ceci, pour la philosophie), et une espèce de provincialisme (cela, pour la politique). Ce n'est pas ici le lieu d'analyser les revendications de ces deux rêveurs, ni de montrer l'incohérence de leurs principes. Je renvoie mes lecteurs aux écrits lyriques dont la revue Esprit est faite ; ils y trouveront, d'abord, matière à ironie, puis matière à critique, et, par-dessus le marché, des sujets d'indignation. Il est assez triste, en effet, de voir qualifier de révolutionnaires des doctrines qui jouent un double rôle contre-révolutionnaire. La révolution « morale » barre la route à la vraie révolution : 1<sup>o</sup> en détournant un certain nombre d'esprits du droit chemin pour les noyer dans les marécages du spiritualisme ; 2<sup>o</sup> en luttant ouvertement contre le « matérialisme communiste », contre le marxisme.

Le marxisme est attaqué, défendons-le. Nous n'avons pas besoin de recourir à la rhétorique ; nous n'avons qu'à faire des sophismes dont on tisse ordinairement les plaidoyers philosophiques. Le marxisme a, pour lui, la vérité ; le marxisme a pour lui, d'adhérer aux faits, d'être l'expression de la réalité, de la vie, de l'histoire ; le marxisme a, pour lui, d'être avant tout une science sociale, non une métaphysique ; bien plus, il a l'immense avantage de n'être point une pure doctrine, une pure explication. « Les philosophes n'ont fait jusqu'ici qu'interpréter le monde de différentes manières. Il s'agit maintenant de le transformer » (5).

Que le marxisme soit un système scientifique et non une

(1), (2), (3), Ordre et désordre dans l'Européen, n° du vendredi 17 mars 1933.

(4) Déclaration d'Otto Neuman, cité par Alexandre Marc.

(5) Karl Marx. Thèses sur Feuerbach, XI.

philosophie au sens classique du terme, c'est ce dont on ne saurait douter, pour peu qu'on se donne la peine de lire cent pages de Marx ou de Engels. Le marxisme a, premièrement, la prétention d'être une science, et, deuxièmement, justifie cette prétention.

## LA SOCIOLOGIE MARXISTE

« Savoir pour prévoir, prévoir pour agir », disait Auguste Comte. Un certain nombre de penseurs ont, au XIX<sup>e</sup> siècle, conçu cet espoir : constituer une science sociale et, de cette science sociale, déduire une politique, efficace parce que positive. Un Auguste Comte a très bien conçu l'entreprise et a poussé assez loin le travail. Les socialistes utopiques, un Saint-Simon, un Fourier, un Owen, ont prétendu, eux aussi, établir un plan de réorganisation sociale fondé sur une connaissance exacte de la société. Ces tentatives ont échoué. Et ces échecs doivent être imputés moins à l'incapacité des observateurs qu'au caractère confus des faits observés. Une étude de la société moderne ne saurait avoir d'autre fondement qu'une bonne économie politique ; or le capitalisme ne pouvait être analysé, ses « mystères », comme dit Marx, ne pouvaient être percés, tant qu'il n'était pas parvenu à un certain degré de maturité. On ne saurait dénombrer exactement les caractères d'un être vivant si l'on n'observe qu'un embryon, qu'un fœtus. Les économistes classiques avaient entrevu le secret de la « production du capital » ; il appartenait à Marx de donner la solution du problème. Les sociologues positivistes et les socialistes utopiques avaient fait des tableaux saisissants du désordre social, de l'« anarchie » — le mot est de Comte — capitaliste. Il appartenait à Marx de démontrer, comme on dit, le mécanisme des « contradictions » dénoncées par Fourier, avant Proudhon, de montrer comment l'antagonisme existant entre les forces productives devenues sociales et les formes de la production restées individuelles, entre le régime de la production et le régime de la propriété » (6) se traduit en un antagonisme de classes. Pour qu'un médecin puisse guérir un malade, il faut qu'il puisse faire un diagnostic. Ces périodes d'incubation sont pleines de mystère. Marx a eu la chance d'analyser le capitalisme au moment où celui-ci, sortant précisément d'une période d'incubation, présentait des maux bien apparents. « Le champ de travail devient un champ de bataille » (7). L'anarchie de la production joue le rôle d'une « force accélératrice » ; la « concurrence vitale darwinienne » est « transplantée de la nature dans la société avec une violence exaspérée » (8). C'est le régime de la concurrence, qui, en concentrant le capital, « prolétarise l'humanité » (9), qui entraîne l'industrie et le commerce dans une véritable course à la mort, une chevauchée vers l'abîme.

Marx n'était pas un méthodologiste. Il n'a pas, comme Emile Durkheim, écrit, par précaution, des Règles de la méthode sociologique. Mais il est assez facile de dégager de son œuvre tout ce qu'il faut pour faire une science sociale, à savoir : 1<sup>o</sup> des principes ; 2<sup>o</sup> un commencement d'application de ces principes, qui permet d'en vérifier la justesse. Il faudrait plus de place qu'il ne m'en est

(6), (7), (8) et (9) Cf Engels : Socialisme utopique et Socialisme scientifique, op. 71.



ENGELS

(Dessin d'André Pierre)

ici concédé pour dresser le tableau complet de la méthodologie marxiste. Je me bornerai aux indications essentielles.

Le philosophe allemand Lionel fait remarquer, dans un *Essai sur le matérialisme historique* (10), que la réalité sociale peut être représentée symboliquement par l'entrecroisement d'un grand nombre de lignes, une toile d'araignée fort irrégulière. Comment comprendre quelque chose à cet enchevêtrement? Il faut ranger les faits sociaux en plusieurs classes (faits économiques, juridiques, politiques, religieux, etc.), en plusieurs séries. A ces séries correspondront des lignes dans la toile d'araignée symbolique. Mais ce réseau n'est pas fixe, stable; il se fait et se défait sans cesse; il change parce qu'il dure. Il est, en quelque sorte, vivant. Nous constatons l'interdépendance des séries que nous avons assez artificiellement distinguées, mais il n'y a pas de science sans artifice. C'est une maigre constatation: ce que nous voulons savoir, en effet, c'est comment une série dépend d'une autre, comment certains faits sociaux en déterminent d'autres. Il faut mettre l'histoire en ordre, et le matérialisme marxiste est la meilleure manière concevable de réaliser cette opération scientifique. Marx, en effet, dès la *Contribution à la Critique de l'Économie Politique* (1859) (11), a formulé une hypothèse: la série économique détermine les autres séries. Si l'observation historique vérifie cette hypothèse, elle a droit au titre de loi, et de loi fondamentale de la sociologie. Or l'histoire donne raison au marxisme.

(10) Fragment de *Simmel* inséré par le traducteur français dans le recueil *Mélanges relativistes*.

En fondant sur le matérialisme la science sociale, Karl Marx opérait, du point de vue de l'histoire des idées, une puissante synthèse. Il conciliait, en les dépassant, Hegel et Feuerbach, la « dialectique » et le « matérialisme ». Hegel avait montré que, pour comprendre l'humanité, il faut suivre son évolution, que la meilleure explication est l'explication historique. « Une exacte représentation de l'univers, de son développement et de celui de l'humanité, ainsi que de la reproduction de ce développement dans la tête des hommes, ne peut être faite que par la dialectique, que par la constante observation des infinies actions et réactions, des « devenir » et des « périr », des progrès et des dégénérescences » (12). Hegel faisait appel à l'Idée absolue. En rompant avec l'idéalisme, Marx fait de l'explication dialectique, c'est-à-dire de l'explication historique, ou, plus exactement, évolutionniste, une explication véritable; il « introduit, comme dit Engels, le matérialisme dans la conception de l'histoire. » Au lieu de considérer d'abord les remous qui troublent la surface de l'évolution, il cherche à déterminer les courants de fond dont ces remous ne sont que les signes apparents. « La production d'abord, et ensuite l'échange des produits forment la base de tout ordre social » (13). C'est en proclamant cela qu'il suit Feuerbach, les agnostiques anglais, les « philosophes » français du XVIII<sup>e</sup> siècle; Feuerbach a expliqué les dieux par les hommes, a montré que Dieu n'était qu'une émanation de l'homme. De même, Marx, reprenant la dialectique hégélienne, montre comment le fait détermine l'idée, comment la structure économique d'une société détermine la superstructure juridique, politique et religieuse qui a longtemps attiré et retenu les regards des observateurs.

### LE MARXISME N'EST PAS QU'UNE SOCIOLOGIE

Mais le marxisme ne se réduit pas à une sociologie, encore moins à une économie politique. Il est, dans l'esprit de son auteur, un système, comme les grands systèmes philosophiques. Ce système est original parce qu'il n'est pas, comme les autres, construit en dehors du domaine scientifique, c'est-à-dire construit sur le sable; il repose sur la science même, il est fondé sur l'expérience. Marx « se décida à sacrifier impitoyablement toute lubie idéaliste impossible à concilier avec les faits considérés dans leurs rapports véritables et non dans des rapports fantastiques. Le matérialisme ne signifie pas autre chose que cela » (14).

La sociologie marxiste prolonge les sciences modernes de la nature et, particulièrement, les sciences de la nature vivante, la biologie transformiste fondée par Lamarck et Darwin. « La science de la nature... est devenue essentiellement, au cours de ce siècle, une science des phénomènes, une science de l'origine et du développement des choses et des rapports qui relient ces phénomènes de la nature en un grand tout » (15). Dans ce « grand tout », l'homme a sa place. L'homme n'est pas séparé de la nature, comme le voulait Buffon; il émerge des formes vivantes comme une forme originale, certes, mais soumise, ainsi que toutes les formes, au déterminisme. On peut « découvrir les lois générales du développement de la société » (16), en tenant compte du caractère original des phénomènes étudiés. « Dans l'histoire de la société, les facteurs agissants sont

(11) « Au fur et à mesure que se modifie la base économique de la société, l'immense superstructure sociale se transforme plus ou moins rapidement. » K. M. (Préface à la *Contribution*, etc.).

(12, 13) Engels. *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*, p. 66.

(14) Engels. *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique*, c. IV.

(15, 16, 17) Engels, *Ludwig Feuerbach, etc.*, ch. IV.

exclusivement des hommes doués de conscience, agissant avec réflexion ou avec passion et poursuivant des buts bien déterminés » (17). Cet axiome admis, la science sociale peut se constituer; l'édifice des sciences est en voie d'achèvement.

On peut dire que le marxisme est un système de philosophie, mais il faut ajouter qu'il n'est pas métaphysique, c'est-à-dire qu'il n'enveloppe que des éléments scientifiques, des hypothèses raisonnables et les faits qui permettent de contrôler la valeur de ces hypothèses. Sur ce plan, comme sur le plan de la sociologie, Marx a réussi ce qu'Auguste Comte avait vainement tenté. Il a formulé un certain nombre de principes qui permettent de grouper les sciences en une synthèse philosophique. Les avantages de ce groupement sont immenses. Il permet de coordonner, de hiérarchiser les principes scientifiques, et, par là, il améliore le matériel même de la recherche. Il ne pétrifie pas l'esprit; non seulement il n'entrave pas le travail d'élargissement et d'approfondissement, mais encore il l'encourage. Ce n'est pas pour la soumettre à un dogmatisme tyrannique que Marx a opposé la « libre recherche scientifique » aux « passions les plus violentes, les plus mesquines et les plus haineuses qui s'agitent dans les poitrines humaines, nous voulons dire les forces de l'intérêt personnel » (18).

Le marxisme a plus de souplesse que ses ennemis (et quelques-uns de ses amis, hélas!) ne le disent. Et l'une des fins du marxisme contemporain est de maintenir le marxisme au contact de la vie, au contact de la science qui se fait. Dans le domaine des sciences humaines, en particulier, les marxistes se trouvent en présence de découvertes qu'ils ne sauraient ignorer ou dédaigner sans faire une infidélité au maître. Le développement remarquable de l'ethnographie, par exemple, oblige la sociologie marxiste à étendre le champ de ses investigations, à serrer de près un certain nombre de faits sur lesquels nous possédons — enfin — une information sûre. Je rappellerai ici une conférence faite par Jacques Soustelle, l'an dernier, au groupe d'Études Sociales de la revue *Monde*; cette conférence, consacrée au problème des origines de la famille, démontrait magnifiquement quel surcroît de force apporte au marxisme la science moderne (19).

Le marxisme, nous l'avons dit, n'est pas une métaphysique; il n'est pas non plus une science terminée, une science close.

De Mann nous invite à aller au delà du marxisme. Mais le marxisme n'est pas une station, comme tant de systèmes qui l'ont précédé et tant de systèmes qui l'ont suivi. Cinq minutes d'arrêt-buffet. L'esprit humain est un voyageur pressé, et l'évolution qui l'emporte roule à la vitesse d'un rapide. Non le marxisme n'est pas une halte, c'est un moyen de locomotion.

« Le prolétariat, après s'être emparé de la puissance publique, transforme les moyens de production en propriété de l'État » (20). La révolution fait s'organiser la société sans classes. « Le gouvernement des personnes fera place à l'administration des choses et à la direction de la production. La société libre ne peut tolérer l'existence, d'un État entre elle et ses membres... La lutte pour l'existence individuelle disparaîtra... La forme dans laquelle les hommes s'organisent en société, forme jusqu'ici, pour ainsi dire, octroyée par la nature et l'histoire, sera alors l'œuvre de leur libre initiative » (21). L'utopie marxiste, loin de détruire l'harmonie de la doctrine, en révèle au contraire l'ampleur, la portée. La conception du « passage de l'ère de la fatalité à l'ère de la liberté » (22) n'est pas une fai-

(18) Karl Marx. *Préface de la première édition du Capital*, I, LXXX.

(19) De grands savants russes, comme Bogoras, ont compris cela.

(20, 21, 22) Engels, *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*, pp. 88, ss.

blesse, c'est un trait de génie. Et ce trait éclaire un des principes les plus simples en apparence, les plus difficiles à manier en réalité, du matérialisme historique, le principe d'après lequel l'économie détermine la civilisation. Il y a détermination et détermination. La détermination admet des degrés; elle est plus ou moins directe, plus ou moins brutale, plus ou moins rigoureuse. Les formes sociales ordinairement appelées supérieures ont, comme le dit Marx lui-même, une certaine spontanéité. L'explication historique consistera donc à appliquer le principe de détermination fourni par le matérialisme dialectique en tenant compte de cette spontanéité (23). Le marxisme n'est pas une méthode de réduction; il ne s'agit pas de ramener un fait de civilisation à un fait économique, mais de montrer comment celui-là dépend de celui-ci. Une société ne ressemble pas à un cube de ciment; le toit n'est pas identique aux fondations; ce qui ne veut pas dire qu'il flotte en l'air, retenu par une force mystérieuse. Une explication marxiste admet des nuances, que les vulgarisateurs ont trop souvent effacées.

Or le « passage à l'ère de la liberté » serait incompréhensible si le matérialisme historique avait la raideur qu'on lui prête, de peur d'avoir à le comprendre. Ce « passage » montre l'originalité de l'homme. La société capitaliste écrase et mutile cette originalité; c'est une émancipation sociale qui rendra possible la libération individuelle. Seul, le citoyen de la société sans classes pourra dire, comme l'empereur de Corneille :

« Je suis maître de moi comme de l'univers. »

Nous portons en nous une puissance que le présent comprime, mais qui peut s'épanouir. Allez, monsieur Delacour, le marxisme ne manque pas de « cœur »; mais il nous donne le moyen de satisfaire par des jouissances réelles ce besoin que les jeunes penseurs serviteurs de l'Esprit (avec majuscule) voudraient éteindre en nous faisant prendre des vessies pour des lanternes et des songes pour des entrecôtes aux pommes.

JEAN LUC.

(23) Cf. l'analyse du développement artistique dans la *Contribution à la Critique de l'économie politique*. (Reproduite dans le n° 1 de *Masses*.)

### UNE REVUE

## LES PRIMAIRES

Signalons à nos lecteurs l'existence de cette revue, bien composée, bien écrite et d'une lecture profitable et attrayante tout à la fois.

La conversion d'André Gide au socialisme prenant figure d'événement (les journaux bourgeois eux-mêmes annoncent et commentent longuement sa présence agissante parmi les écrivains révolutionnaires), Léon Emery, dans son article LA DERNIÈRE ÉVOLUTION D'ANDRÉ GIDE, met judicieusement en relief le caractère symptomatique de l'évolution du célèbre écrivain: « Si celui qui, de tous les maîtres de notre époque, paraissait le moins désigné pour cette fin y parvient avec tant d'éclat, c'est qu'il y rencontre, en dépit des apparences contraires, la substance de la littérature nouvelle, la matière même dont seront faits les chefs-d'œuvre du XX<sup>e</sup> siècle. »

L'auteur y voit une indication de ce que sera, selon lui, le caractère spécifique de la littérature de demain. « Les grands poètes des générations à venir se croiront sociologues et feront passer dans leurs œuvres la physique des sociétés, les puissantes constructions collectives, les mouvements de foules cherchant leur équilibre dans une humanité nouvelle. »

Régis Messac, dans les PROPOS D'UN UTOPIEN, transporte son lecteur à quelques millénaires en avant, à une époque où un savant archéologue ne pourrait plus juger de la nôtre que d'après les sépultures (civilisation des Couronnes-deperliens et des Croix-deboisiens). Beaucoup de fantaisie satirique et de verve.

DE JOB A PROMETHÉE

# HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE OU PRÉHISTOIRE DU MARXISME

« Quand je n'aurai plus de chair, je verrai Dieu », disait Job sur le fumier, en regardant son corps meurtri par les souffrances, dévoré par la lèpre et les vers.

Toute l'histoire de l'Esprit humain, en chacune de ses aventures philosophiques ou religieuses est racontée dans ce cri.

Job, c'est le symbole de l'Humanité ; le derrière enfoncé dans le fumier croulant, le regard tourné vers les constellations sereines. Deux pôles : la matière et l'esprit ; deux substances opposées, ennemies : la charnelle et la spirituelle. Le drame essentiel se joue selon un rythme pendulaire : Idéalisme... Matérialisme. Mais, d'où est née cette dualité ?

Probablement de ce que l'homme, par orgueil ou par effroi, n'a pas voulu accepter le sort du monde, ni tolérer que sa propre destinée lui fût solidaire : Il voit un univers, fait de mille morts et de mille naissances simultanées, de milliers d'apparences sans lendemain, et il imagine un autre monde où rien ne change, où tout demeure. Il voit son corps se transformer, s'altérer, se déformer, mourir, et il lui invente une âme impérissable et inaltérable. Il cherche quelque part un point fixe qui donne à son histoire un sens, à sa morale un fondement, et il met Dieu dans le ciel.

Résultats : le meilleur et le pire, raison triomphante et raison délirante, fanatisme et foi, la logique au service de l'absurde, la douceur dans la crainte, les Paradis et les Enfers et, sur la parole fraternelle de Jésus, les monstrueuses excroissances de l'inquisition, sur les inquiétudes de Faust le calme olympien de Goethe.

Les premiers balbutiements de la philosophie grecque, à son aurore, sont pour faire entendre un chant alterné qui se prolonge dans nos jours après trente siècles. Le vieil Héraclite, frappé surtout par le caractère éphémère des choses du monde, avait dit : « Tout s'écoule ». Cette armée de Xerxès, la plus terrible de la terre, et qui mettra des sanglots dans la gorge d'Eschyle (sa tragédie des « Perses » fut écrite pour pleurer la ruine de sa patrie), que sera-t-elle, dans cinquante ans ? Moins que de l'ombre et à peine de l'histoire. Le fleuve qui coule tranquille ne roule jamais les mêmes eaux. On ne peut s'y baigner deux fois. Même pas une fois, puisque le corps humain change à chaque moment, différent par le poids, les humeurs, les cellules, le mouvement du sang. Alors ! Tout n'est qu'apparence, fuite, dissolution ? Oui, peut-être : chaque seconde nous fait entendre un chœur d'adieux et les voûtes de l'univers répètent la plainte d'Héraclite.

A l'opposé, il y a l'homme qui refuse ce chaos, résiste au tourbillon. C'est Parménide. Sous le fleuve qui coule, il cherche le rocher immobile, et dans les hommes l'humanité, et dans la nature les lois, les retours, l'identité au moins de la cause qui la détruit. La litanie de Parménide est : « Tout demeure ». Les apparences passent, les réalités restent.

C'est alors une chasse aux vérités profondes (que les philosophes appelèrent les « vérités métaphysiques ») marquée par des phases d'offensive et de recul, comme un combat. Il y a des moments où l'on se croit sur le point de les traquer comme des biches aux abois, de les presser entre les doigts pour en extirper le secret. Ce sont, pour l'Homme, des époques de dogmatisme triomphant : il est alors Socrate, Platon, Jésus, Descartes. D'autres époques sont troublées par le doute, empoisonnées par le scepticisme : c'est l'époque d'Athènes avant Socrate, celle de la décadence, de l'Empire Romain ; c'est la nôtre.

Toujours, les mêmes problèmes se posent — insolubles. Quels sont les rapports de Dieu et du monde, de l'âme et du corps, de l'âme et de Dieu : où est le vrai, où est le faux, où le Juste et où l'Injuste. Quelles lois président à l'évolution sociale ? Quels sont les rapports du droit et de la morale ; en d'autres termes, quelles sont dans la loi la part de l'arbitraire et la part du nécessaire, celle de l'humain et celle du divin ?

D'où vient que ces problèmes fondamentaux demeurent insolubles, que les génies les plus puissants s'y fracassent la cervelle ? Tout simplement, de ce que l'Homme, esclave de sa superstition millénaire, continue à conserver la distinction entre le Matériel et le Spirituel, à ériger en dogme le Dualisme de la Matière et de l'Esprit.

On pouvait croire qu'entre le génie d'Aristote et l'humble personnalité indistincte d'un sauvage de l'Australie, l'analphabète nomade de Berbérie et la toute-puissante fantaisie Shakespearienne, il y avait un abîme. Non la croyance « dualiste » qui les gouverne les uns et les autres, rappelle leur commune origine et les enveloppe de la même impuissance.

Que fait Platon, au V<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne. Il tente une conciliation d'Héraclite et de Parménide. Sa philosophie est un effort pour que « Tout s'écoule » et « Tout demeure » ne restent pas des formules contradictoires. C'est chose possible si l'on accepte l'existence de deux mondes distincts : alors, l'une sera vraie de l'un, l'autre de l'autre. Pour Platon, il y a donc le monde des Idées (le monde intelligible) et pour celui-ci, il est vrai que tout demeure. Mais il y a aussi le monde de la matière (le monde sensible), et pour celui-là, il est vrai que tout s'écoule. Les hommes passent et meurent, mais l'idée d'homme ne périt pas. Les fleurs se fanent, mais Flore est éternelle. Le cheval trépasse, mais la Chevalité est immortelle.

Telle est la tentative platonicienne d'explication du monde. Là-dessus, le philosophe bâtit sa morale et sa politique. Hélas ! quelle aventure fut leur contact avec les dures réalités. Et quand, à la suprématie d'Athènes dans le monde méditerranéen succéda celle d'Alexandrie, qui provoqua le déferlement de l'esprit oriental sur la pure spiritualité grecque, qu'est-ce que Philon le Juif fit du Platonisme, et à sa suite Plotin, sinon (sous le nom de neo-platonisme), un sabbat endiablé d'extases, de tremblements, de pratiques mystiques et d'exorcismes ?

Cette folie calmée, la parole de Jésus s'étant répandue en Occident, on verra pendant plus de sept siècles les docteurs chrétiens (Abelard, Anselme, Augustin, etc...) penchés sur les Saintes Ecritures, nouveau Code de la Terre pour tenter l'impossible conciliation de la Raison et de la Foi. Les dogmes catholiques défient le bon sens, un Dieu en trois personnes heurte la vraisemblance, l'immaculée conception contredit la nature, les miracles housculent la physique et l'expérience ? Qu'à cela ne tiennent ! Les clercs enseignent qu'il y a deux mondes, et même trois ou quatre. Alors, la Foi explique ce que la Raison ne peut expliquer, et la Philosophie suit à la remorque de la Religion. Les pauvres philosophes en sont réduits à grignoter les miettes que les théologiens laissent choir en rompant leur pain béni.

XVII<sup>e</sup> siècle. La Raison, avec Descartes, tente une revanche. Pour un temps, elle semble assez éclatante. Mais, qu'est-ce, en vérité, que le cartésianisme ? C'est la reprise, en vue d'un examen osé cette fois par la raison, des mêmes problèmes que posait le christianisme. Comme chez Socrate, Platon, Plotin, Jésus, Saint-Augustin, il y a Dieu et le monde, l'âme et le corps ; l'en-



*Croquis d'après « La Révolte », de Charbon*

tendement et l'étendue, bref, la Matière et l'Esprit. Descartes recherche comment l'âme, immatérielle, s'unit au corps, matériel. La révolution cartésienne n'a pas tué la superstition « dualiste ». Celle-ci, au contraire, ne fait que rebondir pour une longue et brillante carrière, ranimée par un esprit nouveau et une méthode nouvelle. Un ecclésiastique (1) va même surgir de l'Oratoire de Jésus pour tirer vers le christianisme toutes les découvertes du cartésianisme et tenter de réaliser sur une échelle désormais formidable, le vieux rêve de ses ancêtres en Jésus-Christ : l'accord de la Foi chrétienne et de la Raison cartésienne.

La métaphysique a donc tenté en vain de percer l'apparence pour s'emparer du mystère de l'Être. Les plus grands noms, les plus illustres systèmes se brisent aux barreaux de la prison de Job. Job était même plus raisonnable, il n'espérait voir Dieu que lorsqu'il n'aurait plus de chair. Les penseurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles prétendent apercevoir l'impénétrable POURQUOI du tout dans la chair même de ce tout, et dans leur propre chair.

Toutes les tentatives ont échoué. Les unes ont sombré dans un océan de mots. Les autres se sont perdues dans leur propre labyrinthe. C'est alors que Kant, après dix années de méditations, quasi monacales, dans la petite ville de Königsberg, proclame, dans sa « Critique de la Raison Pure », la faillite des philosophes, l'explique, la confirme, la fixe à perpétuité. L'homme veut connaître Dieu, l'Âme, la Justice, la Vérité qui sont les « choses en soi » ? (les noumènes en langage kantien). Vaine présomption. Les noumènes ne parviennent à l'intelligence que défigurés, amoindris, vidés de leur substance, sous forme de simples apparences (en langage kantien les phénomènes). Processus inévitable, car, entre les noumènes, où « choses en soi », telles

(1) Malebranche, auteur de la *Recherche de la Vérité* et des *Méditations chrétiennes*.

qu'elles sont dans leur jeune réalité, et l'entendement de l'homme se dresse l'écran opaque de la Chair. Et quand nous disons Chair, nous ne faisons même pas une image hardie. Chez Kant, cette chair s'appelle plus doctement les Douze Catégories de l'Entendement : espace, temps, nombre, cause, effet, quantité, qualité, etc... Or, ni l'espace, ni le temps, ni le nombre, ni rien, ne font partie des choses en soi. Ils ne sont que les formes humaines dans lesquelles notre perception les enferme. Pour engendrer les « Apparences » dont l'au-delà est inaccessible. L'Univers des philosophes, c'est l'univers plus l'homme. Ce n'est donc plus l'univers en soi, mais l'univers humanisé. C'est l'homme qu'il faudrait supprimer pour que le spectacle du philosophe puisse être l'authentique connaissance. Mais supprimer l'homme, c'est aussi supprimer le philosophe. Et avec le philosophe disparaît le sujet même de la connaissance du monde : le Contemplateur.

Le Kantisme signifie que l'homme ne change pas seulement tout ce qu'il touche, mais aussi tout ce qu'il contemple. Le Kantisme, c'est l'abdication de l'esprit humain devant la plus haute et la plus ancienne de ses prétentions. Il est un désespoir rationalisé, érigé en science. Le Kantisme sonne, au crépuscule du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans une petite ville de la Prusse Orientale, le glas de la Métaphysique.

Jamais plus tragique sentence ne tomba sur les philosophes. En Allemagne, dans les Universités, un grand mouvement de réaction se dessine contre le Kantisme, naturel comme l'instinct de conservation et l'orgueil blessé. Le remous commence avec Fichte. Est-ce à dire que la recherche métaphysique va recommencer de plus belle ses explorations héroïquement misérables hors du monde des apparences ? Non, car le Kantisme est passé par là, et il aura été un moment décisif dans l'histoire de l'homme pensant.

Fichte cherche alors, au moyen d'une difficile métaphysique d'initiés, à jeter un pont entre le sujet connaissant (le philosophe) et l'objet de connaissance (les noumènes). Après celle de Fichte, la philosophie de Schelling tente un suprême effort pour éviter l'isolement auquel le Kantisme a condamné la pensée pour toujours.

Héritier de Fichte et de Schelling, et à travers eux, de l'expérience kantienne, le Hegelianisme ne va pas tarder à apparaître. Malgré le caractère, terriblement abstrait d'abord, de ce mouvement, dont l'importance sera décisive, la pensée hegelienne ouvre une ère nouvelle, car de Hegel à Feuerbach, et de Feuerbach à Karl Marx, s'élabore la conception du monde, qui, de toutes les conceptions du monde, y compris le christianisme, aura fait le plus grand trou dans l'Histoire.

D'abord, pourquoi le Hegelianisme est-il un moment vraiment singulier dans le progrès de la représentation que l'homme se donne de la nature ? Parce que, pour la première fois, le chant alterné du séculaire dualisme rentre dans le silence. La Supposition-Mère, qui devait engendrer toutes les autres et leurs cortèges d'erreurs, et les contradictions insolubles, et les aveux d'impuissance jusqu'au suprême aveu kantien, pour la première fois est puissamment résorbée dans un système philosophique. Dans la masse touffue de la pensée hegelienne, l'identification s'élabore du réel et du rationnel, de la pensée et de l'être, de la matière et de l'esprit. Cette identification accomplie est l'Idée, et qui n'a rien d'immobile, et ainsi s'évanouit une autre superstition métaphysique : celle de l'idée immuable. Elle se développe, au contraire, dans le temps, selon un mouvement dialectique dont les trois phases essentielles sont thèse, antithèse et synthèse. La somme de tous ces moments, c'est cela en réalité qui forme ce que nous appelons l'Histoire. Et celle-ci s'achemine vers la réalisation de l'Idée Absolue. La métaphysique devient désormais possible, la pensée de l'homme étant faite de la même substance spirituelle que l'Idée. L'infranchissable abîme qui séparait la Chair de l'Esprit est désormais comblé, puisque tout est Esprit.

Ainsi, la dualité : matérialisme, idéalisme, se résout toute, chez Hegel, en idéalisme absolu. En face de cette doctrine de l'Idée en perpétuel mouvement se réalisant par le choc des contraires, d'abord, par leur accord ensuite, et ainsi indéfiniment pour former la trame de l'histoire, il convient de considé-

rer en Hegel son propre système de l'Etat. La monarchie prussienne est pour lui le centre du monde et la plus haute réalisation de l'Idée. Frédéric ne se le fait pas dire deux fois. La schlague trouve sa justification ; le pangermanisme fait entendre ses premiers vagissements.

Alors se forment deux groupes opposés, irréductibles : celui des hommes qui ne veulent retenir de Hegel que son système, source de la pire réaction nationaliste ; celui des hommes qui, fascinés par sa dialectique, restent les yeux fixés sur les possibilités d'action révolutionnaire dont elle semble chargée. On a donc le groupe de la droite hégélienne, bouclier de l'Etat prussien, et le groupe de la gauche hégélienne, où se rencontrent les noms d'Arnold Ruge, Bruno Bauer, Ludwig Feuerbach, Max Stirner, Karl Marx, Friedrich Engels..., et qui dispensent de tout commentaire.

De ce groupe, l'historien du matérialisme dialectique doit particulièrement détacher le nom de Feuerbach. Ce dernier est tout d'abord séduit par la méthode de Hegel, sauf qu'il lui trouve un défaut : son caractère idéaliste. C'est, à ses yeux, la dernière trace de philosophie traditionnelle que comporte la doctrine hégélienne, après qu'elle a réussi à se débarrasser des entraves du dualisme et de l'immobile éternité de l'Idée. Il suffirait donc, pour faire de l'hégélianisme la méthode la plus strictement adaptée aux réalités du monde, de le retourner sur lui-même : ce retournement en ferait un Matérialisme. Du christianisme, qui est pour Hegel un des moments les plus marquants de l'Idée en mouvement, Feuerbach fera l'un des moments marquants de la Matière en mouvement. Et de quelle matière ? L'humaine. Les Dieux ne sont que l'homme projeté dans l'Idéal. L'histoire des dieux n'est que le reflet de l'histoire de l'homme au cours des différentes phases que traverse son humanité. Or, on peut se poser, là-dessus, une autre question : de quel homme s'agit-il ? A cette question Feuerbach ne répond pas.

Ce sera la mission de Marx, nourri depuis son jeune âge, par les soins mêmes de son père, du matérialisme des Encyclopédistes français, de poursuivre l'Idéalisme jusqu'en ses derniers retranchements pour en purifier l'Homme de Feuerbach.

L'homme n'est pas une entité qui règne sur la Nature. Débarassé de ses fantômes, il est lui-même encore fantôme, tant qu'on se refuse à le percevoir sous l'angle de son statut économique et social. L'homme de Platon, des Humanistes et même celui de Feuerbach reste irréel comme l'elfe ou l'archange. Il est le dernier mensonge aux mains des gardiens de l'ordre. En vérité, l'homme est prince, ou hobereau, ou capitaliste, ou prolétaire. C'est considéré dans sa classe qu'il devient une chose réelle. Bien mieux, à la lueur du matérialisme dialectique, on peut vraiment dire que l'industriel des grandes villes a plus de réalité historique que le hobereau désuet ou le noble rabougri, mais aussi que le Prolétaire a plus de réalité que l'industriel des grandes villes. Dans une société que la loi du mouvement dialectique veut en perpétuelle évolution, il y a, à un moment précis, des groupes ou classes d'hommes qui sont en tant que classes, soit morts, soit mourants, soit en pleine gestation politique. Dans un monde tel que le nôtre, dont la pierre angulaire est encore la propriété privée, il est clair qu'à la pointe du mouvement social se trouve la classe qui, exclue du privilège de la propriété, ne fait que subir un régime institué pour d'autres que pour elle-même.

Or, il est scientifiquement vrai que le stade de la propriété privée est une « thèse » qui doit être dépassée. Armé de la dialectique marxiste, le Prolétariat tient en main la seule « vérité » au nom de laquelle il lui soit possible d'agir. Si la véritable immoralité consiste à contrarier la nature, le vrai crime c'est d'être conservateur, c'est-à-dire de vouloir immobiliser au nom d'un intérêt strictement égoïste ce qui, par définition et par nature, ne peut pas s'arrêter.

L'humanisme marxiste est un humanisme en marche. A l'heure actuelle, il appartient à la classe des déshérités. Plongé dans l'inconscience du rôle qui lui est dévolu et du sort qui lui est fait dans l'échiquier mouvant de la vie économique, le Prolétaire n'est qu'une bête résignée, comparable aux serfs de l'époque des

## FAUBOURGS DE PARIS

par Eugène DABIT

A notre époque de littérature conformiste ou « d'évasion », il importe de remarquer le document particulièrement émouvant que Dabit nous donne avec *Faubourgs de Paris*.

Après le succès d'*Hôtel du Nord* et de *Villa Oasis*, il était à craindre que Dabit, comme tant d'autres ne cultivât le genre du récit sentimental d'atmosphère populaire par lequel il s'était révélé, mais en cédant petit à petit sa sensibilité contre une plus grande habileté, mais en éliminant de ses nouvelles œuvres la portée sociale que contenaient les premières.

Dabit l'ouvrier serait devenu un écrivain bourgeois comme tant d'autres.

Mais *Faubourgs de Paris* nous rassure. Dabit, délaissant toute fiction, nous raconte les quartiers où il a vécu. Il nous fait assister à la vie de la ville. Les murs, les bruits, les habitudes, le rythme régulier des départs, des repas, des retours, et les luttes et les espoirs de ce peuple des faubourgs, il les restitue fidèlement, fraternellement, en y mêlant ses propres souvenirs.

Les quatre études qui composent ce livre : dix-huitième arrondissement — l'école maternelle — Belleville — Grande banlieue Sud, ne sont pas d'un égal intérêt.

Les meilleures pages se rapportent à ses impressions lointaines, à son enfance : les rues où il habitait jadis, ses promenades du dimanche — ou ses escapades — il nous en donne l'essentiel, le caractère unique, l'odeur. Son récit gagne toujours à être en quelque sorte décanté par sa mémoire.

Sans doute est-ce en raison des difficultés qu'on rencontre à saisir les particularités de ces lieux en apparence semblables où l'on parque le peuple, et des difficultés non moins grandes à trouver un intérêt à des existences très quotidiennes que nous avons bien peu de témoignages sur la vie privée, sur le mode et les moyens de vie de nos ancêtres ; les *mémoires* si abondants ne sont que des recueils d'anecdotes scandaleuses touchant les classes dirigeantes.

C'est pourquoi il faut féliciter Dabit de son initiative et de sa réussite.

BOUR.

## Dans notre prochain numéro

Marx Historien. — Sorel et Marx. — L'Allemagne d'Hitler, — Suite du Dossier des Trahisons bourgeoises. — A bas le Latin ! — Une nouvelle. — Du théâtre bourgeois au théâtre ouvrier (suite). — La critique littéraire, dramatique et cinématographique. — Traités secrets en Europe Centrale, etc., etc...

barons ou aux paysans que La Bruyère peignait d'un pinceau pitoyable.

Mais qu'il puise dans la science marxiste, la conscience et l'instrument de sa libération, et soudain le Prolétaire se verra la stature, la carrure et le tranquille défi de Prométhée, le premier des révolutionnaires, que les Dieux se hâtèrent de faire enchaîner sur la montagne, avec un vautour pour lui ronger le flanc.

Mais les plus solides chaînes sont un jour brisées et d'un geste de sa main libre, Prométhée chasse le vautour comme on chasse une mouche.

HENRY-LECONTE.

un article de discussion

## LE MARXISME A LA LUMIÈRE DU MARXISME

La conception matérialiste de l'histoire est depuis des années la pomme de discorde chez les commentateurs du Marxisme en dehors et au-dedans du camp marxiste. On essaye de démontrer son « exactitude » ou sa « fausseté », c'est-à-dire de le considérer « en lui-même » comme système scientifique. Nous voulons appliquer une autre méthode, nous voulons essayer d'appliquer la conception matérialiste de l'histoire à l'examen de la conception matérialiste de l'histoire elle-même.

### I. — ORIGINE

Il apparaît d'abord qu'il est inconséquent d'attribuer la conception matérialiste de l'histoire au seul Karl Marx, comme si elle était son œuvre propre. On retomberait ainsi dans la « théorie des grands hommes », que Marx voulait précisément détruire. Nous devons replacer la conception matérialiste de l'histoire dans le cadre du complexe idéologique d'une époque. C'est ainsi que Marx nous a enseigné à comprendre toutes ses spéculations spirituelles, comme la « superstructure » d'un système économique donné, comme un instrument de sécurité de deuxième ordre, comme un moyen de conservation des formes économiques correspondantes. « Et quoi ? » — s'écrieront les contradicteurs — « Marx devrait être considéré dans sa conception matérialiste de l'histoire comme le soutien par excellence des institutions capitalistes ? » Halte-là ! Un peu de patience ! La conception matérialiste de l'histoire contient DEUX ELEMENTS PRINCIPAUX. D'abord cette constatation : la conscience des hommes est déterminée par leur être, donc dans le cas qui nous occupe : UNE CONCEPTION COSMOLOGIQUE EST CONDITIONNÉE PAR LA BASE MATÉRIELLE, dont elle se dégage. Et deuxièmement : la loi de la DIALECTIQUE, des contrastes intérieurs, suivant laquelle dans le sein de chaque époque se préparent déjà les tendances nouvelles dirigées en sens contraire.

La classe dominante de la période qui a précédé l'épanouissement du capitalisme s'était éloignée progressivement de sa propre base de production — l'exploitation du sol. Sa vie se passait à la cour ou à la guerre. Elle avait perdu, à cause de cela, tout intérêt direct dans l'économie. Ses successeurs, les bourgeois, à travers les différentes révolutions du tiers état, escaladèrent le pouvoir. Changement de tableau ; les premières générations des capitalistes entretenaient des relations étroites avec la production elle-même. La base de production des richesses s'était transformée ; le moyen de production décisif n'était plus la terre, mais les biens meubles, l'argent, les matières premières. Pour pouvoir construire son édifice capitaliste, la bourgeoisie devenue classe dominante avait besoin d'une connaissance plus effective de la nature, des matériaux de l'industrie et de leurs sources, des possibilités d'exploitation répandues sur la terre. Sous cette impulsion, LES SCIENCES NATURELLES prirent un essor aussi soudain que grandiose. La conception religieuse du monde fut renversée par la connaissance des forces naturelles, de la descendance naturelle de l'homme, etc. Les premiers bourgeois étaient des libres penseurs. Le MATÉRIALISME, leur doctrine propre, s'efforça de remplacer la vieille image du monde par une nouvelle. La philosophie de D.-F. Strauss, de Büchner, de Feuerbach acheva de balayer de l'univers les constructions de la théologie. Et voici qu'à cette nouvelle superstructure idéologique élevée sur les nouvelles bases de la production, vient s'incorporer harmonieusement la CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE. Elle étend l'explication matérialiste aux rapports des hommes entre eux, c'est-à-dire qu'elle découvre comme facteur essentiel de l'histoire la lutte pour les bases de production. Dialectiquement parlant, elle traduit en idéologie le contraste entre les anciennes et les nouvelles forces économiques : si Hegel était le dernier chaînon de l'explication historique idéaliste, Marx devint le premier pionnier du courant matérialiste contraire. Mais c'est aussi l'antagonisme dans le sein du nouveau système qui se relevait déjà ici : la classe bourgeoise elle-même n'avait pas encore éprouvé le besoin d'appliquer son matérialisme également à l'histoire, c'est-à-dire aux rapports des hommes avec les hommes. Elle avait, par une tendance inconsciente, à assurer la sûreté de sa position dominante, reporté dans l'interprétation de la nature extra humaine le centre de gravité de son système.

Ceci se traduit aussi par le caractère de plus en plus prononcé de marchandise, dont furent enveloppés tous les biens vitaux. Une marchandise, c'est-à-dire un objet, quelque chose d'extra-humain, d'apparemment séparé des conditions et des rapports humains ! Mais par ce nouveau système économique, la sécurité d'existence de tous ceux qui n'étaient pas arrivés au pouvoir — LES PROLÉTAIRES — fut mise en question de façon de plus en plus tragique. C'est de là que surgit la nouvelle question — la question urgente des rapports des hommes entre eux — et elle trouva sa réponse dans la sociologie de Marx.

La formation de la conception matérialiste de l'histoire est donc justiciable de deux explications. D'une part, elle forme une partie de la superstructure idéologique élevée sur la forme de production capitaliste et par là elle n'est autre que l'opposition (l'antithèse) contre l'idéologie antérieure, celle de l'époque pré-capitaliste. Et, d'autre part, elle est la première annonciatrice de la nouvelle idéologie, elle est l'idéologie de ces sphères sociales à qui leur insécurité matérielle croissante arrache de nouvelles questions et qu'elle traîne sur le chemin de nouvelles recherches : c'est l'idéologie du prolétariat. C'est qu'à l'intérieur de la société capitaliste s'était ouverte une contradiction entre la forme socialisée (collectiviste) du travail et la forme privée (individualiste) de l'appropriation des produits du travail. Et cette contradiction exigeait une solution, MEME SI CE N'ÉTAIT POUR LE MOMENT QU'EN THÉORIE. Dans sa « Critique de l'Economie politique », dans « Le Capital », Marx a dépouillé la marchandise, et tout le processus de production capitaliste, de leur apparence de « chose », il y a retrouvé « l'œuvre humaine ». Déjà, auparavant, dans ses « Thèses sur Feuerbach » (1845), il avait écrit : « Le matérialisme enseigne que les hommes sont le produit du milieu et de l'éducation, de sorte que des hommes nouveaux ne peuvent surgir que d'un milieu et d'une éducation transformés. Il oublie que ce sont justement les hommes qui transforment les circonstances, et que les éducateurs eux-mêmes ont besoin d'être éduqués ».

### II. — INTERPRETATION

Dans la conscience de son temps et des décades qui suivirent — jusqu'à ces derniers temps — c'est pourtant comme refrain essentiel de la doctrine de Marx que se présentait la constatation : « l'homme est le produit de son milieu ». Ce fut au point que les « conditions de production », sous lesquelles personne bientôt ne se représentait plus rien de distinct, devinrent le levier de toute altération historique ou personnelle, l'excuse de toute foi miraculiste dans « l'histoire » immanente, l'excuse invariable de tous ceux qui manquaient de courage pour agir — et par contre-coup aussi le chiffon rouge contre lequel chargeaient à faux tous les révolutionnaires amoureux de l'action, par exemple les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes.

De quelle façon devons-nous comprendre (et c'est la deuxième partie essentielle de notre critique du marxisme par le marxisme) cette ACCEPTION et cette INTERPRETATION qu'il a reçue de ses partisans ? Comment se fait-il qu'on se soit saisi si avidement d'une portion ISOLEE de la doctrine marxiste, celle justement qui représente l'homme comme un ballon que se renvoient les forces productives et les conditions économiques, celle qui semble détrôner complètement l'esprit pour transporter le centre de gravité de toute explication du monde dans un accomplissement extra-humain, où l'homme n'a d'autre part que celle d'un objet passif ?

L'enchaînement semble être le suivant : le prolétariat, par suite de l'agitation socialiste, avait depuis l'action de Lassalle appris à se sentir comme classe. Les prolétaires reconnaissaient peu à peu, que c'étaient eux qui créaient par leur travail les bases les plus indispensables du système capitaliste. Ils se saisirent avec enthousiasme d'une conception du monde qui déclarait que LEUR travail, le travail pour les biens vitaux, était la chose prépondérante et essentielle. Ce qui avait été considéré, jusque-là avec un étonnement plus ou moins respectueux — « l'esprit » des maîtres de la société — se réduisait à une simple conséquence du travail corporel des dominés. Plus radicalement, on niait la signification et l'importance non seulement de l'esprit bourgeois, mais bientôt de tout esprit, et plus sûrement on se

sentait le facteur essentiel de la vie sociale, son ressort unique, bien que méconnu de ceux qui en sont les profiteurs.

En outre, le prolétariat avait déjà reconnu le danger de l'idéologie religieuse pour ses intérêts vitaux et il ne s'en tourna qu'avec plus de zèle vers les recherches qui portaient le plus sévèrement atteinte aux dogmes religieux ; je veux parler des conquêtes réalisées par les sciences naturelles modernes. La bourgeoisie avait agi de même quand elle se délivrait des chaînes de l'ordre féodal de propriété foncière. Il est vrai que la libre-pensée bourgeoise fut reléguée au second plan, dès que la bourgeoisie se fut sentie suffisamment en sûreté dans sa nouvelle domination, et lorsque l'ennemi cessa d'être à droite (aristocratie vaincue) pour se présenter à gauche (prolétariat). Mais, comme c'est le sort de toute classe opprimée d'être nourrie avec les miettes idéologiques tombées de la table des oppresseurs, la philosophie très appauvrie et grossièrement vulgarisée du matérialisme exécuta son infiltration dans les masses, à un moment où la science bourgeoise, voire même les pionniers les plus éclairés de la classe prolétarienne, l'avait justement déjà abandonnée.

La dialectique de l'histoire est aussi merveilleusement riche de sens dans le domaine spirituel : un homme tel que Max Adler, qui entreprend de mettre en lumière cet « autre côté », jusqu'à présent négligé, du marxisme, aurait nui à l'idée socialiste il y a trente ou quarante ans, tandis qu'il est appelé aujourd'hui à lui rendre des services essentiels : à un moment où la bourgeoisie redevenait croyante, où les néo-Kantiens et autres reconstruc-teurs du passé philosophique voulaient remettre en selle « l'esprit pur », c'était un devoir historique indubitable de limiter la compréhension du marxisme à son aspect le plus exclusivement pan-matérialiste. Ce n'est pas par mauvaise volonté ou par bêtise, mais par intérêt de classe instinctivement reconnu, qu'on oublia et négligea tous les rappels, innombrables chez Marx, à la « tête humaine », à l'importance de l'homme agissant par lui-même, etc. On avait mis au premier plan, de façon unilatérale, le processus de production, et comme toute unilatéralité, aussi bien sur le terrain économique-social que sur le terrain spirituel, engendre une contradiction intense, il en fut ainsi de l'interprétation de la doctrine marxiste. Ce n'est pas dans le désert d'un cabinet de travail, mais au milieu que l'autre côté du marxisme rappela à son tour son existence. Nous avons recours, à la suite de cet article, à quelques citations de Marx et d'Engels, à seule fin qu'on ne croie pas, de notre part, à un truquage d'adaptateurs ou même de révisionnistes recommandant à faire de l'œil au vieil « esprit ». Plus que jamais, d'ailleurs (suivant Marx), « le matériel se change en idéal », a vraiment trouvé jusqu'ici trop peu de considération.

Or, si nous considérons à son tour, sous la lumière de la conception matérialiste de l'histoire, cette nouvelle orientation dans le camp marxiste, voici ce qui apparaît :

Les bases de la production se sont transformées d'une façon décisive au cours de la dernière décennie. En Europe centrale et occidentale, la socialisation du travail est arrivée à son point culminant là où, d'un point de vue purement économique, la production peut être transposée sans peine de l'économie marchande trustifiée et centralisée à une économie des besoins fonctionnant suivant un plan, — ou, du moins, LE POURRAIT. — si, avec la base matérielle, avait roulé en avant, simultanément, la superstructure idéologique... Mais en réalité, l'économie était en avance de dizaines d'années sur l'idéologie ; et si nous observons dans le prolétariat une transition lente de la manière de penser propre aux sciences naturelles vers la manière de penser des sciences sociales, si la philosophie moniste fait place à la psychologie critique, il ne s'agit là tout simplement que d'une adaptation, déjà prévue par Marx, l'adaptation de l'image du monde dans la tête humaine aux conditions réelles qui ont été préparées par les mains humaines. Et d'après la loi de la dialectique ? L'exil de l'esprit hors de la conception prolétarienne de l'histoire formait en son temps l'antithèse à la surestimation de l'esprit par les classes dominantes de toutes les époques. Aujourd'hui, le point dans le temps est atteint où nous pouvons et devons former la synthèse, où le Phénix sort rajoué de ses cendres, où, dans l'image naturelle du monde propre aux temps nouveaux, ce qui est en jeu dans la tête humaine retrouve son importance à côté de l'activité des mains humaines. C'est d'ailleurs avec une signification toute nouvelle. Le soi-disant esprit n'est plus autonome, splendide dans son isolement, et seul valable. Il reste enchaîné aux conditions de son temps. Mais il est l'exécuteur des indications que le temps lui donne. Un cordonnier ne peut pas faire de soulier sans cuir ni outil, ni sans un espace pour travailler.

Par contre, le cuir, les outils et l'atelier ne formeront pas eux-mêmes un seul soulier, si le cordonnier manque. Ou, pour employer la phrase de Max Adler : « L'idéal sans le matériel est sans effet — le matériel sans l'idéal est sans orientation ».

### III. — MISE EN VALEUR POUR L'AVENIR

Le socialisme formera la synthèse entre deux formes économiques existant antérieurement : PROPRIÉTÉ COMMUNE DES MOYENS DE PRODUCTION, comme avant l'époque de la propriété privée ; USAGE DES MOYENS DE PRODUCTION REPARTI AU MIEUX PAR LA DIVISION DU TRAVAIL ET EN SUIVANT LA FORME EN TRAVAIL SOCIAL, comme au temps de la propriété privée la plus développée. Comme synthèse entre les deux dernières phases inhérentes à l'époque de la propriété privée (féodalisme et capitalisme), ce ne sera ni le sol et l'agriculture, ni la production des richesses à l'intérieur de l'industrie qui seront exclusivement décisifs, mais tous deux travailleront l'un dans l'autre et l'un avec l'autre. Sur le terrain social, l'autonomie de la personnalité comme être isolé sera levée pour faire place à la liaison réciproque des camarades en humanité, sans que l'on renvoie par là l'entrave des temps primitifs, lorsque l'homme était uniquement et exclusivement un membre du clan ou de la peuplade et jamais un particulier. Comme le dit Marx dans le « Manifeste communiste » : « Le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous ».

Mais quel sera le résultat si nous appliquons la loi dialectique au développement du socialisme lui-même ? Est-ce que la synthèse ne doit pas devenir de nouveau une thèse de départ, c'est-à-dire développer unilatéralement un principe et, par là, faire jaillir de soi-même une nouvelle contradiction ? Le socialisme n'est-il donc pas l'accomplissement de tous les efforts humains ? N'est-il pas la conclusion et le point de repos du pèlerinage immense de l'humanité ?

Suivant le point de vue dialectique et devant la conception pour laquelle l'histoire de l'humanité est un développement infini, nous ne pouvons pas avoir cet espoir. D'après la loi de la dialectique, la société sans classe, le socialisme, disparaîtra de nouveau de la scène mondiale. Et nous ne savons pas ce qui suivra.

Mais il existe encore une autre manière de considérer les choses, et elle est peut-être encore plus conséquente avec le marxisme ; Marx dit : « Toute idéologie, donc aussi toute conception de l'histoire et du monde est conditionnée par l'état correspondant de l'ordre économique et social ». Nous en concluons ceci : LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE ET LA DIALECTIQUE SONT SORTIES DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET SOCIAL CAPITALISTE — ELLES DISPARAITRONT AVEC LUI ET SERONT DÉPASSÉES PAR D'AUTRES ACQUISITIONS. Nous ne possédons donc pas dans le marxisme la pierre philosophale des chercheurs d'absolu, comme si maintenant le développement de l'esprit avait trouvé sa conclusion dernière. Il représente bien plutôt le moyen de sûreté le dernier en date et provisoirement le plus apte auquel puisse se raccrocher l'humanité précipitée dans l'insécurité la plus profonde.

On pourrait objecter : oui, mais si la loi de la contradiction est incluse dans l'essence du monde, elle se vérifiera encore quand Marx sera dépassé depuis longtemps ? Oui, si elle est incluse dans l'essence du monde !

Et ici nous devons, une fois de plus, essayer d'appliquer le marxisme au marxisme. La dialectique chez Marx et Engels a une signification double. Ce fut comme si Marx avait dit :

1 Il est conforme au but de considérer le développement du monde dialectiquement ; 2 Le monde se développe dialectiquement. C'est là une vérité absolue. Cette dernière conception de la vérité ABSOLUE est contradictoire à la première et au marxisme en général. Mais nous la comprendrons relativement, dialectiquement, dans le sens de la conception matérialiste de l'histoire, si nous tenons compte de ce que Marx, en son temps, de par ses « conditions » a dû opposer au dogme de l'essence rigide et homogène du monde le DOGME de l'essence éternellement fluide, dialectiquement transformable. Pour nous, de par nos « conditions », aucun dogme ni ecclésiastique, ni philosophique, ni naturo-moniste, ni non plus marxiste n'est plus exigible. Nous laissons tomber cela et nous disons : Nous ne pouvons pas savoir comment est réellement l'essence du monde. Mais nous n'avons pas besoin de le savoir. Il nous suffit de forger une méthode qui nous aide à nous y retrouver dans le

mouvement du monde et à assurer notre vie (comme particulier, comme classe, comme humanité). Cela sert notre sécurité momentanée de considérer le monde « comme si » il se développait dialectiquement. Plus tard — en socialisme — on considérera le monde autrement, et d'ailleurs, il sera autre. Il n'existe pas de reconnaissance définitive de la vérité. Nous marchons d'une hypothèse utile sur l'essence des choses à une hypothèse plus utile. Et aussi cette constatation : IL N'EXISTE PAS DE RECONNAISSANCE ABSOLUE DU REEL, n'est pas une reconnaissance absolue, un nouveau dogme, mais une HYPOTHÈSE AUXILIAIRE NECESSAIRE A L'INTERIEUR DE NOS CONDITIONS, ET PAR LAQUELLE NOUS SOMMES IDEOLOGIQUEMENT A LA HAUTEUR DES EXIGENCES DE NOTRE LUTTE ACTUELLE POUR L'EXISTENCE.

Alice Rühle-Gerstel.

Citations de Marx et Engels :

Suivant la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant en DERNIÈRE INSTANCE dans l'histoire est la production et la reproduction de la vie réelle. Si quelqu'un vient et bouleverse cette affirmation pour lui faire dire que le moment économique est LE SEUL DÉTERMINANT, il en fait une phrase vide de sens, abstraite, absurde. La situation économique forme la base, mais les divers facteurs de la superstructure — formes politiques de la lutte de classe et ses résultats, constitution de la classe dominante correspondant à chaque époque, formes juridiques, et en plus, les rejets de toutes ces luttes réelles dans les cerveaux de ceux qui y participent (théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur vers des systèmes de dogme) — exercent aussi chacun de leur côté leur influence sur le cours des luttes historiques, si bien que dans beaucoup de cas ils en modèlent la forme de façon prépondérante. C'est par l'interdépendance réciproque de tous ces facteurs, que se fait jour enfin le mouvement économique comme nécessité, à travers cette foule innombrable de hasards — ou plutôt de faits et d'événements dont les rapports mutuels sont si éloignés et si peu faciles à prouver qu'on est forcé de les considérer comme négligeables. S'il n'en était pas de la sorte, l'application de la théorie matérialiste à une période historique quelconque serait plus facile que la solution d'une simple équation du premier degré.

(Lettre d'Engels à J. Bloch, 1890.)

Les hommes doivent produire par eux-mêmes, au cours du développement, toutes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et aucun effort de conception ou de volonté ne peut les dispenser de cette tâche.

(Marx — contre Heinzen — Œuvre complète, tome II de l'édition allemande.)

L'histoire n'accomplit rien, elle ne possède pas « d'incalculables ressources », elle ne « soutient » pas de luttes. C'est bien plutôt l'homme, l'homme réel, vivant, qui fait, possède et soutient tout cela. Ce n'est pas l'histoire qui se sert de l'homme comme d'un moyen pour accomplir laborieusement ses buts — comme si elle était une personne à part. Au contraire, elle n'est rien, sinon l'activité de l'homme poursuivant ses buts à lui.

(Marx, La Sainte Famille.)

## CEUX POUR QUI IL N'Y A PAS D'AMNISTIE

La Rédaction de la « Correspondance Internationale Ouvrière », publication composée par les envois de prolétaires du monde entier, nous prie de communiquer à nos lecteurs ce qui suit, concernant le numéro spécial dont elle avait annoncé la préparation, numéro spécial consacré à « ceux pour lesquels il n'y a pas d'amnistie ». Nous recommandons chaudement à tous les militants l'achat de ce numéro, exclusivement vendu au profit des victimes politiques, et nous passons la parole à l'administrateur de la « C. I. O. » :

« Ce qu'est notre numéro spécial : Nous n'avons nulle prétention de nous substituer à l'action poursuivie en France par les Comités d'Amnistie. Notre dessein est plutôt de replacer la lutte pour l'amnistie dans le cadre de la lutte mortelle, internationale, qui ne connaît ni apaisement, ni trêve, ce qui constitue la réalité du monde d'aujourd'hui.

Nous avions d'abord l'intention de donner dans ce numéro un tableau en raccourci des horreurs du capitalisme dans le monde entier.

...Le lent dépérissement physique et moral de millions d'hom-

mes condamnés aux tortures du froid, à l'épuisement par la faim et les maladies,

...le sort des bêtes de somme du salariat, fouillant les mines, rivées au rythme hagar des machines ou transformées en quadrupèdes dans l'interminable labeur du paysan plié sur le sol,

...l'innombrable défilé des victimes de la guerre, des emprisonnés et des torturés de la répression sociale,

...l'accumulation toujours croissante des férociétés policières, des désespoirs sans nom, des suicides, des haines sans issue,

...l'étouffement d'une génération entière, souillée, empoisonnée, avilie, militarisée, marchand stupidement à sa propre destruction dans le seul intérêt de la conservation d'un système social en pourriture...

Voilà ce que nous aurions voulu montrer, non par des paroles éloquentes ou des images, car il n'y a pas de mots ni de visions qui soient à la hauteur de ces réalités, mais par l'accumulation des faits, des noms, des chiffres.

Nous avons dû abandonner ce travail, trop lourd pour nous, et courir au plus pressé en choisissant, parmi les documents qui sont parvenus à notre connaissance, ceux qui ont trait aux victimes les plus méconnues, aux hérosismes les plus insultés, aux causes les plus calomniées de l'heure actuelle. Ce sont celles où s'exprime le mieux le caractère implacable de l'écrasement social sur quelques groupes ou individus isolés. Ce sont en même temps celles où éclate d'une façon irrésistible la force de la révolte éternelle, cette révolte qui ne demande ni merci, ni grâce, pas même l'approbation morale de ceux qui ont coutume de parler au nom des opprimés, mais s'adressent directement au cœur des masses, pour y faire lever un jour ou l'autre cet élan de spontanéité qui réalisera, cette fois à l'échelle de populations entières, l'affirmation révolutionnaire de l'homme.

Toutes les recettes du numéro en question vont aux victimes politiques. En conséquence, il ne sera pas fait d'envois gratuits, même aux journaux. Tout le tirage sera utilisé pour satisfaire aux commandes des camarades qui auront à cœur de distribuer ou de vendre le numéro spécial, et ces camarades seront servis d'après leur souscription et dans l'ordre. Les cinq exemplaires : 4 fr. 50. Les dix exemplaires : 8 fr. Par vingt exemplaires ou davantage : 0 fr. 75 l'exemplaire.

Commandez immédiatement le nombre d'exemplaires désirés en envoyant les fonds à P. Jolibois, c/c 186-99, Montpellier. Les résultats financiers seront publiés ultérieurement dans le journal et compte sera rendu de leur utilisation.

## L'ÉTAT ET LA CRISE

par Arturo LABRIOLA (Marcel Rivière).

Le point faible de ce livre est sa partie théorique ou théorisante. L'auteur soutient, en effet, que toutes les crises dignes de ce nom, ne sont que des conséquences économiques de phénomènes extra-économiques telles que disette, guerre, interventions maladroites de l'Etat. Sur cette base, il tente de prouver que la crise actuelle provient d'un passage brutal, et aiguilloné par les Etats, de l'économie mondiale d'avant-guerre à une économie nationale à l'abri des contradictions de l'impérialisme. Cette transformation, tant du marché que de la production, proviendrait de la guerre d'une manière que l'auteur explique assez confusément. Chemin faisant, l'auteur brise des lances contre quelques « théories des crises » : la théorie monétaire, celle des bas salaires (Rueff), enfin un marxisme tel que l'a révisé M. Caillaux.

Mais à côté de cette partie, en somme négative, l'exposé fourmille d'aperçus intéressants et souvent originaux. L'auteur, par l'absence de dogmatisme excelle dans toutes les analyses de situations concrètes. Ainsi, sa dissection du phénomène de la surproduction, sa recherche de la nature de la crise (qui le conduit à des résultats à peu près contradictoires avec sa théorie si tant est qu'il en possède une) et particulièrement son étude du développement du fascisme italien en tant que tendance vers l'étatisme et l'autarchie. Signalons aussi quelques notes sur la léthargie dans laquelle s'immobilise la lutte de classes comme facteur aggravant de la crise.

Cet ouvrage laisse l'impression de l'improvisation d'un esprit brillant et délié, mais manquant de la « qualité scholastique » nécessaire à tout théoricien.

ZINO.

## A CUBA : INTERVENTION OU RÉVOLUTION ?

I. Au moment où j'écris (février 1933) la presse des Etats-Unis et de l'Amérique Centrale ne laisse pas passer une journée sans accumuler de nouveaux détails sur la situation à Cuba. Situation tendue, semble-t-il, au point de ne pouvoir se prolonger au-delà de quelques semaines. En novembre 32 je me trouvais dans l'île, et je pus assister, le 3 de ce mois, aux élections pour le poste de gouverneur de la province de la Havane. Une simple promenade dans la ville vous édifie sur la valeur de ces élections. Partout, presque aussi nombreux que les civils, circulaient des policiers en uniforme bleu, gaillards athlétiques, presque tous nègres, et armés de matraques et de revolvers. Moins nombreux, mais aux points stratégiques, des soldats. Le candidat officiel fut élu : on s'en serait douté.



Cependant c'est surtout à partir de 1933 que la lutte entre les « oppositionnistes » et le gouvernement dictatorial du Général Machado, est devenue une vraie guerre, sauvage et implacable de part et d'autre (la sauvagerie ayant été inaugurée, bien entendu, par la police). Un peu partout des bombes explosent, des voitures blindées passent à toute allure, faisant feu sur la police et sur les soutiens du gouvernement. La torture et l'assassinat, qui depuis 1925 sont monnaie courante dans les traitements de la police à l'égard des opposants, redoublent. On exhume la « Ley Fuga », qui permet aux représentants de l'ordre de tirer sur tout prisonnier cherchant à fuir, prétexte commode, en réalité, pour des exécutions sommaires : on trouve, dans les rues, des cadavres criblés de balles, mais les mains et les pieds ligotés. Voici d'ailleurs un petit calendrier des faits les plus importants.

6 janvier. Les étudiants oppositionnistes déclarent qu'ils répondront par la force aux agressions de la police.

9. La censure, en vigueur depuis plusieurs années, et qui vient de passer aux mains des autorités militaires, est étendue aux journaux et publications de langue anglaise, très nombreux dans l'île.

10. Le leader nationaliste Mendieta, avec trois autres chefs de l'opposition, se réfugie à l'ambassade mexicaine pour sauver sa liberté et sans doute sa vie.

11. Renforcement de la censure.

12. Confiscation de nombreux journaux américains.

16. La police assassine l'étudiant Gonzalez Gutierrez, et on annonce la création d'un nouveau corps de milice qui entrera en fonctions le 20. Malheureusement, la police a eu la main lourde : Gonzalez est de nationalité espagnole. Violentes protestations de son ambassade. (1)

19. Les directeurs de journaux américains paraissant à La Havane ont protesté auprès de leur gouvernement. Les E.-U. font pression sur la dictature, qui consent à relâcher un peu (très peu) la censure sur les publications de langue anglaise. Cependant éclatent des bombes un peu partout, surtout à partir du 26 (2), et en février plus personne ne croit que Machado puisse se maintenir. Révolution ? Intervention armée ou « pacifique » des Etats-Unis ? Une seule solution ou les deux ? Voilà quelle est la situation à Cuba, situation qui constitue vraiment un paroxysme. Mais elle a ses racines dans un plus lointain passé.

(1) Après quelques jours de protestations et d'enquête, l'ambassade n'a plus fait parler d'elle. L'incident a eu son contre-coup en Espagne, où le pavillon de Cuba à l'exposition ibéro-américaine de Séville a été incendié.

(2) Le même jour, les autorités militaires interdisent dans toute l'île la vente des plaques métalliques, dont se servent les terroristes pour blinder leurs voitures.

II. Lorsqu'en 98 les Etats-Unis entrèrent aux côtés de Cuba, dans la guerre d'indépendance contre l'Espagne, ce n'était pas par philanthropie. On s'en aperçut dès 99, lorsque l'île, abandonnée par l'Espagne, fut occupée militairement par les Américains qui « maintenaient l'ordre » et, suivant leur usage aux Antilles, curaient les mares et tuaient les moustiques. On s'en aperçut encore davantage lorsque le Congrès de Washington, le 26 février 1901 (cinq jours après le vote définitif de la Constitution Cubaine), vota le fameux « Amendement Platt », chaîne solide, à la fois (machiavéliquement) souple et indestructible, qui permettait en toute occasion de mater le chien cubain — bien attaché dans sa petite niche devant le palais de l'oncle Sam. Cet amendement disposait en substance :

1° « Le gouvernement de Cuba ne conclura jamais avec aucun pouvoir étranger aucun traité ou pacte qui amoindrisse ou tende à amoindrir l'indépendance de Cuba... »

2° « Le dit gouvernement ne contractera aucune dette publique dont l'intérêt et l'amortissement définitif ne puissent être payés par les recettes ordinaires, une fois couverts les frais courants du gouvernement. »

3° « Le Gouvernement de Cuba consent à ce que les Etats-Unis exercent le droit d'intervenir pour préserver l'indépendance et l'existence d'un gouvernement adéquat à la protection de la vie, de la propriété et de la liberté individuelle des citoyens... »

4° « Pour permettre aux U. S. A. de maintenir l'indépendance de Cuba et de protéger le peuple cubain, de même que pour assurer sa propre défense, le gouvernement de Cuba vendra ou louera aux U. S. A. les terrains nécessaires pour établir des stations de charbon ou des bases navales en certains points déterminés, dont il sera convenu avec le Président des Etats-Unis. »

5° « Le Gouvernement de Cuba insérera les dispositions antérieures dans un Traité Permanent avec les U. S. A. »

L'amendement Platt (accepté par la Constituante Cubaine), donnait donc aux Etats-Unis les droits suivants :

I. Se réserver la proie cubaine pour eux seuls (article 1).

II. S'installer militairement dans l'île même (art. 7).

III. Y intervenir à la faveur de n'importe quelle difficulté politique ou financière (articles 2 et 3).

Deux phénomènes allaient donc se produire, en interférant sans cesse l'un avec l'autre (comme dans toute l'Amérique centrale), ce qui rend si difficile de comprendre et d'apprécier la situation cubaine.

a) Le pays se transformant de colonie en nation autonome, par suite des efforts de sa bourgeoisie naissante, cette bourgeoisie devait tendre à exploiter le pays et ses travailleurs au degré maximum — EN SE SERVANT DE L'AIDE ECONOMIQUE OU MILITAIRE DES ETATS-UNIS pour fonder ses entreprises ou pour ralentir l'évolution de son prolétariat.

b) Les intérêts de la bourgeoisie cubaine et de la bourgeoisie des U. S. A., momentanément (et d'une façon assez trompeuse) alliés, ne pouvaient coïncider constamment dans la suite. On voit alors la bourgeoisie cubaine PRENDRE CONSCIENCE DE SA NATIONALITE non seulement contre son ancienne métropole l'Espagne, mais CONTRE LES U. S. A. (ce qui n'avait pas lieu au moment de l'amendement Platt). D'où la naissance d'un « NATIONALISME REVOLUTIONNAIRE » aussi opposé aux U. S. A. que ses propres partisans, peu d'années avant, tendaient à la « Coopération ».

Une première phase, dans les relations des deux bourgeoisies, se déroule entre 1901 et 1920. Phase de coopération, phase constructive et conquérante pour la neuve ploutocratie cubaine. Les U. S. A. interviennent, en gros, deux fois (sans compter des essais d'ingérence moins réussis). En 1906, le premier président Estrada Palma ayant voulu se faire réélire avec l'aide de son parti (1), le parti conservateur, une révolution éclata ;

(1) Nota. — A Cuba comme dans beaucoup de républiques ibéro-américaines, où l'élection du Président est la question centrale, les partis ne sont autre chose que des machines électorales. Il y en a trois dans l'île : le conservateur (fondé par Estrada pour le soutenir) ; le libéral, fondé contre Estrada ; le populaire, fondé en 1920 pour appuyer le parti conservateur contre le libéral. Tous trois collaborent actuellement avec la dictature.

Estrada se retira, et jusqu'en 1908, Taft, puis Magoon, gouvernèrent la république. La seconde intervention, en 1916, soutint le président Menocal (conservateur) qui se faisait réélire au moyen d'une scandaleuse falsification des votes. Dans les deux cas, sans prendre parti dans la lutte électorale, le Gouvernement américain n'avait d'autre but que d'étouffer les luttes armées, mangeuses de capital, — en un mot, maintenir coûte que coûte « l'ordre » dans sa colonie. Son intervention avait en somme un caractère beaucoup plus économique et social que politique : consolider la bourgeoisie (américaine et cubaine) même en dépit des luttes personnelles et des factions de la bourgeoisie (cubaine). C'est ainsi que j'explique le fait curieux que JAMAIS les hommes ou les partis vaincus par l'intervention des U. S. A. ne leur en tinrent rigueur. Ils avaient compris que cette intervention était une selle à tous chevaux, et que la Maison-Blanche se moquait également des conservateurs et des libéraux pourvu que tout marchât sans à-coups dans la caricature de République. Aussi, dès après 1916, les libéraux vaincus, tout comme les conservateurs vainqueurs, se tournent-ils avec espoir vers les U. S. A. qui pourront peut-être, si le gouvernement « bronche », leur donner l'avantage « la prochaine fois ». Ainsi se développe dans tous les partis sans exception un « interventionnisme » servile, qui, je le montrerai, n'est pas encore mort.

C'est surtout sous la double présidence de Menocal (1913-1920) que les phénomènes sociaux et économiques accélèrent leur allure : on assiste à une véritable CONSOLIDATION DU CAPITALISME à Cuba. L'axe de tous ces phénomènes est LE SUCRE (en second lieu, mais bien en arrière, vient le tabac). Toute l'île se couvre d'une mer vert tendre ; les cannes. Des capitaux énormes s'investissent : on met de l'argent dans l'exploitation du sucre, encore de l'argent, toujours plus d'argent ; la fièvre passée, on s'apercevra que les Nord-Américains possèdent 60 0/0 de l'industrie sucrière, et 16,72 0/0 de la terre. Et le Trust « Cuba Cane », protégé par le Président conservateur, a pour directeur un politicien libéral : l'Union sacrée dans la douceur du sucre.

Le sucre monte :

1914. Prix de la livre : 1 centavo 093.

1917. Prix de la livre : 6,075 (Cuba étant alliée des Etats-Unis dans la guerre mondiale, leur vendait patriotiquement à 5,50).

1919. Prix de la livre : 15,00.

Mai 1920. Prix de la livre : 22,50.

Des sommes fabuleuses, une inondation d'or, font craquer les caisses privées et le Trésor public. Le capitalisme AMERICANO-CUBAIN est au faite de la « prosperity » et de la gloire.

La deuxième phase commence dès juin 1920, avec la fermeture du marché mondial du sucre, que viendra aggraver la politique protectionniste des U. S. A. : un droit de deux centavos par livre, exigé par les sucriers du continent contre ceux de Cuba, étouffe l'exportation. Le sucre baisse :

Juin 1920 : 18,50.

Juillet 1920 : 16,50.

Août 1920 : 11.

Octobre 1920 : 7.

Novembre 1920 : 5,25.

Décembre 1920 : 3,75.

Le sucre ne « rend » plus, et voilà que l'île entière est à peu près incapable de produire autre chose que du sucre ! Les banques sautent. On décrète un moratoire (11 octobre 1920). Et du coup l'intervention change de face ; il ne s'agit plus, pour les capitalistes du Nord, d'aider les bons amis cubains : il s'agit de ne pas perdre le milliard de dollars investi dans l'île. La « Chase National Bank », la « National City Bank of New-York », la « First National Bank of Boston » n'entendent pas voir leurs créances gelées. Et, de 1920 à 1925, s'écoule une période trouble et cahotée, pendant laquelle le représentant des U. S. A. Crowder, véritable chef de l'île à côté du Président Zayas, essaie de comprimer le budget du gouvernement, de réduire le « coulage » et les pots-de-vin. Il n'y parvient d'ailleurs pas. D'autre part, il fait contracter par Zayas de nouveaux emprunts (plus de 50 millions de dollars) qui affermissent encore la main-mise de la banque américaine sur l'île.

En 1925 est élu Machado, général de la guerre d'indépendance.

Cette fois (troisième phase), le président-dictateur doit jouer le rôle du champion et du fondé de pouvoir des Etats-Unis. Le temps n'est plus où la bourgeoisie cubaine et celle de l'Amérique du Nord coopéraient ; le Président devra représenter à Cuba les intérêts de la seconde, contre le nationalisme croissant de la première. Sous Machado, Cuba est de plus en plus colonisée par ses voisins, tout en les haïssant de plus en plus. Dès son arrivée à la présidence, le Général a contracté de nouveaux emprunts massifs. Il est également chargé de réprimer toute velléité des travailleurs à réclamer de meilleurs salaires, qui nuiraient au rendement des industries américaines installées en sol cubain. Voilà quel a été, jusqu'à ces derniers temps, le sens et la raison d'être de la dictature de Machado.

III. Les oppositionnistes dont le nombre, depuis quelques mois, s'accroît énormément, sont bien loin de former une unité sans fissures. Pour l'instant, l'essentiel est de renverser Machado, et en cela toute l'opposition est d'accord ; mais il est hors de doute qu'en cas de victoire cet accord ne durerait pas longtemps.

A la « droite » des oppositionnistes se trouve Menocal, ancien président, et chef de « l'aile inactive » du parti conservateur, c'est-à-dire de celle qui ne collabore pas avec Machado. D'abord en termes passables avec la dictature, il a dû « changer d'air » et se trouve maintenant à Miami (Floride), la ville américaine la plus proche de Cuba. Ses deux fils font des disparitions mystérieuses, préparant, dit-on, une expédition armée qui doit débarquer à Cuba en partant du Mexique ; on ajoute même que des troupes menocalistes sont concentrées dans le Yucatan, bien que l'ex-président nie énergiquement et accuse même Machado de lancer de pareils bruits. En attendant, il est à Miami le centre d'une colonie de réfugiés cubains, anciens politiciens, étudiants, etc., qui a ses ramifications dans tous les U. S. A. et le Mexique.

A sa gauche, l'Union Nationaliste du colonel Mendieta. Ses membres se donnent à eux-mêmes le nom de « nationaux-révolutionnaires » ; ils sont sympathiques au terrorisme, qu'ils pratiquent d'ailleurs éventuellement. Je ne conseille pas à un Américain d'essayer de lier amitié avec un membre de ladite Union. Beaucoup de petits commerçants, d'employés dont le traitement est en retard depuis une dizaine de mois, sont dans les rangs nationalistes.

Plus à gauche, les organisations d'étudiants. Les hostilités, commencées dès que Machado donna libre cours à ses ambitions de dictateur (1927 : réforme de la Constitution lui permettant d'être réélu), atteignirent leur point critique en 1930 (décembre). L'Université fut fermée, et ne s'est pas rouverte. Beaucoup d'étudiants et de professeurs se sont expatriés, en Europe, aux U. S. A., au Mexique. D'autres sont demeurés à Cuba, déclassés, sans moyens d'existence, farouchement espionnés et traqués, animés d'une haine de plus en plus grande contre le régime. Les rangs estudiantiles offrent le spectacle du chaos idéologique, car on y passe par toutes les nuances possibles depuis le démocratisme bourgeois jusqu'au marxisme — fait naturel dans un pays dont l'évolution a été freinée par l'impérialisme étranger, et dont la bourgeoisie n'a accompli qu'imparfaitement et par à-coups sa tâche historique, alors que déjà des problèmes peuvent se poser du point de vue socialiste. Il est certain, en tout cas, que plus d'un leader étudiant, sous l'épreuve, est venu à méditer Marx et Lénine (dont les œuvres, en dépit de la dictature, se vendent à La Havane plus qu'à Paris). De toute manière, les étudiants sont actuellement les ennemis les plus implacables du régime, ceux qui ont fait sauter le chef de la police, Calvo y Herrera, et qui cherchent à en faire autant à Machado (lequel vit le plus souvent possible en pleine mer, sur son yacht, et ne circule qu'en auto blindée) ; c'est contre eux que se déploient toutes les forces machadistes, la torture, la « Ley Fuga » ; des centaines pourrissent dans les forteresses de la Cabana et du Castillo del Principe.

Ce sont eux encore qui constituent l'essentiel de la mystérieuse organisation terroriste connue sous le nom d'A. B. C. Le terrorisme, sous la forme d'assassinats, d'explosions de bombes, etc., a commencé vers 1930, et n'a fait que redoubler après août 1934, où un essai téméraire de révolution fut noyé dans le sang par Machado. Bien plutôt qu'un plan, ce terrorisme est lui-même une réaction de terreur et de fièvre, dans cette atmosphère de sang qui enveloppe maintenant Cuba.

Et que deviennent dans tout cela les travailleurs ? Hélas, pas grand-chose. La bourgeoisie américano-cubaine, lors de sa première phase d'installation, eut la chance de trouver un matériel humain docile, habitué aux conditions matérielles extrê-

mement basses de la vie coloniale. Aucune conscience de classe, et souvent des haines de race (étant donné qu'une grande partie des travailleurs sont noirs). Pendant le « boom » du sucre, les ouvriers et « peones » des plantations et des usines de transformation touchaient encore des salaires relativement élevés ; mais dès 1920, sous l'administration Zayas-Crowner, a lieu une réduction massive des salaires ouvriers ; quant aux « peones », ils travaillent pour la nourriture et le logement. De puis, le chômage a pris une extension énorme. Des salaires de trois dollars sont tombés à 50 centavos. Beaucoup d'usines ne paient plus que 30 ou 20 centavos par jour, et encore ne donnent pas du travail tous les jours. Les travailleurs du tabac, la seconde industrie de l'île, ne sont pas plus favorisés, les fabriques de cigares ayant trouvé plus avantageux d'émigrer à New-Jersey.

Aux rares essais d'organisation ouvrière, Machado a répondu par la répression la plus brutale. Voici quelques faits significatifs :

En 1925, essai de grève ferroviaire à Camagüey. La grève est brisée par l'armée, plus de trente chefs ouvriers tués. En 1928, deux leaders ouvriers, Bruzon et Yalob, disparaissent mystérieusement. Quelques semaines plus tard, un des requins si nombreux autour de l'île ayant été pêché, on lui ouvrit le ventre selon l'usage et on y trouva un bras droit que la femme de Bruzon identifia comme celui de son mari. De 1928 à 1932, plus de 100 chefs ouvriers ont été incarcérés, la plupart au secret. Les syndicats ont été dissous, les grèves déclarées illégales. Par contre, avec l'appui du gouvernement, se sont constituées des organisations ouvrières destinées à tromper les travailleurs et à paralyser toute action. Ces organisations de traîtrise ont tenu leur Congrès le 15 janvier à Cienfuegos ; le 15 janvier, en pleine censure ! Ce seul fait prouve la collusion. Clandestin, le Parti Communiste est plutôt une poignée de convaincus qu'un parti ; il n'a encore aucune sérieuse influence sur les masses. A un moment où elle pourrait, avec tant de poids, jeter son épée dans la balance, la classe ouvrière n'est absolument pas préparée.

Enfin, luvoyant entre toutes ces forces, ou plutôt entre les forces « de droite » (de Machado à Mendieta inclus), il y a eu comme toujours, et il y a encore, quelques bonnes âmes prêchant la « réconciliation » pour le bien de la patrie. Touchant dans son aveuglement et son incompréhension est le plus saillant d'entre eux, Marquez Sterling, ancien ambassadeur cubain à Mexico, qui essaya de rapprocher les oppositionnistes et le gouvernement après la révolte manquée d'août 1931. Cette révolte avait donné à réfléchir aux soutiens de Machado : peut-être valait-il mieux jeter du lest. Au cours des conférences à Washington entre les représentants des deux fronts, on faillit s'arranger sur les points suivants : Machado s'en irait avec les honneurs de la guerre ; on ferait de nouvelles élections. Mais une condition préalable était de relâcher les chefs oppositionnistes prisonniers. Le président remit cette mesure de mois en mois, et d'ailleurs ne tenait pas à s'en aller. Les négociations demeurèrent mortes-nées. La situation ne peut se résoudre que par la violence.

IV. Mais quelle est la solution susceptible de l'emporter ? Les prophéties sont vite balayées par le vent. Cependant, chacun prophétise, aux U. S. A., sur le sort de l'île. Pour Machado, à vrai dire, il n'existe plus d'autre question que celle de la sauce à laquelle il sera mangé, et il doit le savoir, malgré les fantaronnades de sa presse. Pourquoi ? LES ETATS-UNIS NE LE SOUTIENNENT PLUS. Ils ne le soutiennent plus parce que Machado s'est révélé incapable de faire payer Cuba (les moratoires s'échelonnent de trois mois en trois mois) ; qu'il est non moins incapable de maintenir l'ordre dans l'île ; que plus il demeurera au pouvoir, et plus une action décisive des « rouges » est possible. Il a cessé de servir, il est même dangereux. Touchés au cœur — je veux dire au ventre — les capitalistes américains « intéressés » à Cuba insinuent que dès le 4 mars 1933 Roosevelt prendra les mesures suivantes :

a) Abolition du tarif de deux centavos par livre de sucre, sans quoi (on a fini par le comprendre), tous les crédits américains à l'industrie sucrière sont définitivement gelés.

b) Intervention (armée ?) pour « rétablir l'ordre », mais certainement pas en faveur de Machado. Alors, en faveur de qui ?

Peut-être de Menocal. Dès le 13 janvier, de Miami, l'ex-président a lancé aux U. S. A. un appel à l'intervention. Probablement aspire-t-il à recommencer, directement ou non, sa carrière ; il oublie que l'époque ne s'y prête pas et que tout suc-

cesseur de Machado, s'il est appuyé par les U. S. A. et travaille pour eux, devra être un second Machado.

Deux cas peuvent se présenter : ou que l'intervention se produise avant la révolution, ou la révolution avant l'intervention. Dans le premier cas, si l'on suppose l'installation par les Américains d'un gouvernement ménocaliste, il peut se produire une dissidence armée des nationalistes contre l'étranger et son représentant, semblable à celle de Sandino au Nicaragua : présage de longues années de guerre civile sans grande portée sociale. Quant au gouvernement ménocaliste lui-même, il se trouverait dans l'impossibilité radicale, en dépit du passager adoucissement des tarifs favorable à l'industrie sucrière, de dénouer une crise économique extrêmement profonde et d'alléger le poids énorme de la dette étrangère.

Dans le second cas, étant donné l'exaltation des anti-machadistes (nationalistes et A. B. C.), le feu prendrait instantanément aux quatre coins de l'île. Bien que les étudiants aient parfois (lettres adressées le 6 janvier à l'ambassade des U. S. A.) paru croire qu'une intervention des Etats-Unis pourrait être en leur faveur, il est plus probable que le bloc « nationalistes-étudiants-A. B. C. » aurait tout à redouter du voisin du Nord. Aussi, ai-je entendu un nationaliste cubain appeler de tous ses vœux la guerre américano-japonaise, qui permettrait aux Cubains de traiter leurs affaires eux-mêmes (il ajoutait : « et les Américains, perdant Hawaï, d'inonder le marché mondial de conserves d'ananas »). L'idée centrale des nationalistes (j'ai pu m'en convaincre au cours de conversations privées) est d'EXPLOITER LE CAPITAL ETRANGER et d'établir pendant les premiers temps une sorte de dictature confiée à des personnalités respectées (comme Mendieta). Ensuite, l'on ferait de nouvelles élections, après avoir réformé la Constitution sur les deux points suivants : interdire la réélection des présidents, permettre la formation d'un nouveau parti, le parti national-révolutionnaire (la Constitution actuelle, réformée par Machado, interdisant d'organiser d'autre parti que les trois anciens). Rien de social, on le voit, dans les aspirations de ce nationalisme bourgeois.

Mais il est certain que ni les étudiants, ni l'A. B. C. ne « marcheraient » tous derrière ce programme. Des revendications sociales plus précises paraissent nécessaires à beaucoup d'entre eux. Mais que fera la classe ouvrière ? Se forgera-t-il, dans la flamme des événements, un parti capable de transformer la révolution bourgeoise nationaliste en révolution prolétarienne ? Ou les travailleurs se laisseront-ils tromper, se laisseront-ils entraîner à croire qu'ils ont lutté pour eux-mêmes, alors qu'ils n'auront lutté que pour les autres ? Soutenir la révolution nationaliste, d'abord, la transformer à son profit, ensuite, tel devrait être le programme du prolétariat. Mais les capacités de ce prolétariat et son degré d'évolution politique — de même que les possibilités d'intervention brutale susceptibles d'écraser tout effort, restent deux lourdes énigmes.

JEAN DURIEZ.

NOTA. — Avant d'envoyer ces pages à « MASSES », je voudrais faire profiter ses lecteurs de quelques nouvelles plus fraîches — qui, d'ailleurs, ne changent rien d'essentiel à la situation. Tandis qu'ici et là, dans Cuba, éclatent des rébellions, et que des mouvements armés se préparent, le plus important se passe aux U. S. A., autour de Roosevelt. Sera-t-il pour ou contre l'intervention ? Pour l'intervention diplomatique ou armée ? Les rumeurs les plus variées courent sur les intentions du président ; on essaie de connaître l'avis des membres de son cabinet, et même de leurs femmes. Il y a des chances pour que le nouveau gouvernement fasse d'abord un effort pour rendre moins aiguë la situation cubaine, en abaissant les tarifs, et qu'il penche pour une intervention discrète et diplomatique, de crainte des répercussions en Amérique centrale, où la haine du « gringo » ne fait que croître. Mais les événements peuvent déborder toute volonté de prudence.

A noter aussi que, depuis quelque temps, sentant leur heure proche, une multitude de chefs nationalistes émigrés commencent à faire parler d'eux, se laissent interviewer, donnent leur avis sur l'intervention des U. S. A. ou décrivent à mots peu couverts la force de leurs armements et de leurs préparatifs guerriers contre Machado. Il est évident qu'au premier succès, sinon même avant la bataille, l'éparpillement des forces anti-machadistes sera encore plus grand que je ne l'ai décrit.

(Fin février.)

## Un Tournant Architectural en U.R.S.S. ?

### Rome et Athènes au Kremlin

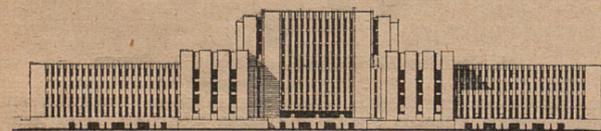
Les Soviets sont devenus conservateurs en matière d'architecture. Les projets adoptés pour la construction du Palais des Soviets ont été celui de l'Américain Hamilton, tout en verticales non-fonctionnalistes, et celui de l'Italien Branzini, tout en colonnes et en arcades...

Le rapport de N. P. Zapletin, secrétaire de la Commission d'experts chargée d'examiner les projets, est tout à fait caractéristique à cet égard. Ce document contient une discussion critique sur le style architectural qui convient le mieux à une culture prolétarienne, en se basant sur deux arguments principaux : relations de l'homme avec la machine, relations de la culture d'une société prolétarienne avec le passé. Il repousse dès l'abord le constructivisme et les essais de symbolisme naïf qui ont caractérisé les efforts des premiers architectes soviétiques. Ces tendances, puériles, sans lien avec la réalité, sont « hostiles à la culture prolétarienne ».

L'attaque contre le fonctionnalisme, mouvement plus important, est poussée plus à fond. Le rapport proclame que « le Palais des Soviets n'est pas une machine », et critique sévèrement les projets purement fonctionnalistes, en particulier celui de Le Corbusier. « Monumentalité, simplicité, unité et grâce », tels étaient les caractères exigés par la Commission. L'ère qui s'ouvre en Russie « sera caractérisée par la soumission du progrès technique à l'homme, à l'inverse du capitalisme, période de soumission de l'homme au progrès technique ». (Extrait de « New Republic », via « Lu ».)

Le projet de l'architecte Hamilton, pour le Palais des Soviets, est un poids mort dans l'essor de l'architecture soviétique. Le rapport qui suivit le surprenant jugement du concours nous arrive de « New Republic », via « Lu ». Notre critique ne vaut que par la traduction de ce rapport.

L'auteur, M. P. Zapletin, secrétaire de la Commission des Experts, nous découvre les aspects fuyants de « sa » dialectique. Il se montre sévère pour les recherches des premiers architectes soviétiques, et déclare fort péremptoirement leurs œuvres « hostiles à la culture prolétarienne ». Puis entraîné par sa rhétorique, il ne fait pas quartier à l'architecture fonctionnaliste, qui n'exprime que « l'idéal du capitalisme ».



Croquis du projet Hamilton

A l'encontre de son premier jugement, nous pensons que les jeunes essais des architectes soviétiques sont justement les balbutiements inévitables d'une architecture prolétarienne. Ils reflètent, dans leur dynamisme brutal, tout l'élan des puissances nouvellement libérées. Ils expriment encore leurs attaches bourgeoises, par leur côté matériel, et leurs extravagances viennent des efforts véhéments, et vains, pour rompre ces attaches.

Zapletin commet une erreur semblable, mais inadmissible maintenant avec le développement du socialisme en Union Soviétique, en rejetant l'architecture fonctionnaliste.

Lénine disait : « On ne peut édifier le communisme qu'avec les matériaux humains créés par le capitalisme ». Et les raisons de Zapletin sont encore des sophismes quand il croit qu'un style naïf spontanément des recherches spirituelles d'une pléiade d'artistes.

L'architecture n'est pas un élément passif, mais une force déterminée. Elle est la superstructure d'un milieu social défini ; elle se forme avec lui, avec lui se transforme et s'harmonise. L'architecture soviétique trouvera sa forme classique avec l'apogée du socialisme ; elle ne peut rien attendre de spéculations pures, ni mépriser ses premières et chaleureuses tentatives. A. Tolstoï poursuit la discussion et recherche les caractères probables d'une architecture pour l'Union Soviétique. Il prend un livre d'histoire de l'art (un bourgeois, puisqu'il n'en est pas encore de marxiste), le feuilleté comme un catalogue des grands magasins, pour y choisir une architecture à la mode. Avec la présomption d'un littérateur, il analyse la Renaissance et tombe dans ces erreurs que les savants bourgeois, eux-mêmes, évitent.

La théorie de l'art pour l'art, les fasifications ou erreurs de perspective des manuels bourgeois, A. Tolstoï les accepte. Nous appelons erreurs de perspective celles qui font paraître les choses de plus en plus petites à mesure qu'elles s'éloignent dans le temps et dans l'espace. Sous cet angle, l'Egypte et l'ancien Orient sont primitifs, la Grèce et Rome sont la perfection. L'art bourgeois s'est grisé à ces dernières sources. Après la Renaissance, l'architecture est retombée dans le fétichisme. Tout ce qui avait un rapport avec l'architecture classique, soit par l'application des ordres de Vitruve, « sur les façades », soit par les proportions des surfaces et l'emploi des moulures, etc., semblait immortel comme l'art classique même.

Seul le matérialisme historique ne défigure pas l'histoire. Nous ne parlons plus de temps d'arrêt là où s'accomplit la mort d'un grand art parce que la société dont il a été une des formes d'expression est morte, et à la place d'une renaissance, un historien sévère verrait clairement la naissance d'un autre « art », dans un « autre paysage », expression d'une « autre idéologie », elle-même issue d'une « autre civilisation », civilisation qui serait le produit de conditions économiques différencées.

Les arguments déborderaient notre cadre ; citons pourtant celui-ci : la Renaissance et le Classicisme auraient trouvé barbares la polychromie du marbre et l'émaillage du bronze, qui étaient communs en Grèce.

Nous, jeunes, sommes persuadés que l'art bourgeois, dont les bases sont dans l'économie capitaliste (sans oublier les influences ethniques, politiques, philosophiques, religieuses, etc.), ne peut être changé que par le renversement du système capitaliste par la libération des masses. La révolution supprimera les artistes de petits groupes et l'art de privilégiés. Pour nous, il est évident que nous devons former notre éducation marxiste, en même temps que nous poursuivons nos études d'architecte. Il est tout à fait naturel que nous suivions avec un grand intérêt les efforts d'édification socialiste en Union Soviétique, et ses phases architecturales.

L'Union a la première place au monde dans l'art cinématographique, l'art théâtral nous laisse de grandes promesses, une littérature prolétarienne se développe chaque jour. Et l'architecture ? Les architectes ne peuvent se plaindre, ils ont à satisfaire aux besoins vitaux de l'homme, certes avec des moyens encore restreints. Quelle fièvre, quel enthousiasme président à de telles entreprises, sans les contraintes de jadis. Nous avons vu les plans scientifiquement étudiés de la réorganisation ou de l'édification de villes entières. Quand les besoins matériels seront satisfaits, il conviendra alors de répondre aux appétits sensibles. Et la maturité d'une pensée collective trouvera naturellement son expression, et parera les œuvres de demain. C'est notre opinion. Elle est tout à fait contraire à l'opinion de ceux qui ont amorcé la campagne de presse en faveur d'une seconde renaissance de l'architecture romaine. Cette vague de conservatisme est hostile au développement du socialisme, en dépit d'un « marxisme » de citations. Ce n'est qu'une spéculation bourgeoise stérile, qui nous surprend dans les pages des « Izvestia ».

TORNAI IMRE.  
(du C. E. A.)

## DOSSIER DES TRAHISONS BOURGEOISES

DISCOURS A MONSIEUR JULIEN BENDA<sup>(1)</sup>

## MATÉRIALISME ET IDÉALISME

## GENER HITLER, C'EST TRAHIR PLATON

Certes, les Hitler, pas seulement celui d'Allemagne, mais tous les autres, doivent vous bénir de vous entendre dire que l'Europe cesse d'être « intellectuelle » dès qu'elle se mêle de mettre un peu le nez dans leurs affaires. Qu'est-ce qu'ils demandent, en effet, tous ces messieurs, mais que l'Europe soit « intellectuelle » à l'émeri, ou qu'elle le devienne jusqu'au trognon ! Pendant qu'elle se trainera éperdue d'éternité aux pieds des autels de Platon, on pourra lui préparer plus tranquillement d'autres autels où on la couchera pour l'éternité aussi. Le cas des écrivains allemands, Heinrich et Thomas Mann, ne risque pas sous ce rapport de devenir le vôtre. Les dirigeants du fascisme allemand regrettent vivement qu'ils ne soient pas restés de purs « hommes de lettres ». Aussi, comme ils sont navrés d'être obligés de les pourchasser et de les traquer, ces deux clercs, qui, s'ils avaient pour deux « bendas » d'éducation (ici je suppose que le « benda » est une pièce de monnaie frappée aux ateliers de la République de Platon), se mêleraient de ce qui les regarde : de l'Éternel.

Bref, vous dites aux clercs d'Europe, qui s'égarent : « Redevenez intellectuels ». C'est exactement ce que leur disent, encore une fois, tous les professionnels de l'arbitraire. Et qu'est-ce que cela signifie, en fin de compte : que les clercs doivent abandonner les nations à leur sort ! Car, qui prendrait au sérieux votre soi-disant tentative de combattre le réel avec l'éternel quand vous adoptez à l'égard des événements politiques à peu près la même attitude qu'en face de l'évolution de la langue française. Vous regrettez que les nobles mots du langage de Racine deviennent chaque jour plus irrémédiablement peuple. Vous pleurez sur cette évolution dégradante, comme si l'évolution des langues ou du reste, n'était pas une question de fait contre quoi il est inutile de récriminer. (Les linguistes les plus rétrogrades sont eux-mêmes d'accord là-dessus). Et c'est encore par un vœu de « langue éternelle » que vous terminez votre réquisitoire. Vœu platonicien, c'est-à-dire platonique.

Maintenant, vous pouvez objecter que les raisons que l'on vous oppose, sont précisément ce qui vous scandalise depuis toujours et constitue la trahison même que vous combattez. On vous répondra qu'il est vraiment étrange, qu'en l'état actuel du monde, vous n'avez pas conclu à l'impuissance du vrai clerc pour le tirer de cet état. Ce que vous appelez la trahison des clercs est un fait obligatoire et inévitable auquel il faut se résigner. La question est de savoir, comment on « trahit » et au profit de quoi. Il y a la trahison de M. Maurras et aussi « celle » de Marx, en passant par toutes sortes de trahisons intermédiaires du clavier temporel. Entre ces diverses trahisons de l'éternel par les clercs, il ne peut plus être question que de choisir parmi celles qui visent au maintien des privilèges du petit nombre par des passions matérialistes déguisées en manifestations idéalistes, ou celles qui veulent intégrer la majorité, sinon la totalité du genre humain dans une équité véritable, proclamée et recherchée au moyen d'un enseignement FRANCHISEMENT matérialiste. Quant à la véritable trahison du clerc, c'est celle du clerc qui ne « trahit » pas, malgré l'inutilité éclatante de sa fidélité à l'Éternel. C'est votre trahison !

Bien mieux, la marche des événements sociaux a pris une tournure telle, au XX<sup>e</sup> siècle, que le clerc prend parti, qu'il le veuille ou non, et s'il se refuse à descendre dans l'arène, il se met alors, par cela même, au service des oppresseurs.

« LE CLERC EST ESSENTIELLEMENT UN UTOPISTE », disiez-vous. C'est qu'il n'a plus le droit de l'être. A la liste des trahisons possibles qui s'offrent à l'activité du clerc, il faudra ajouter en bonne place celle de rester clerc.

Entre neutre, c'est prendre parti. Planer, c'est se ranger à droite. L'idéalisme ne peut plus rien être qu'une force de réaction, le dernier espoir des tendances conservatrices.

(1) Voir le n° 3 de « MASSES ».

## OU L'ON VOIT QUE L'IDÉALISME N'A PAS TOUJOURS PERDU LE NORD

Vous demandez la formation d'une catégorie d'hommes qui ne se pensent pas dans le national. Ces hommes existent : ce sont les socialistes matérialistes. Mais ceux-là risqueraient de trop servir votre projet d'unification de l'Europe. Vous voulez bien « faire l'Europe », mais en idée seulement. Malheureusement, par ce moyen-là, vous ne ferez pas une Europe d'Européens, mais de professeurs et de rêveurs. L'idéalisme, pour effacer les frontières, dit : « Pensons-nous en dehors et



M. Charles MAURRAS, dessin d'A. Pierre

au-delà de ces frontières ». C'est comme si un mourant, en pleine agonie s'écriait : « Je me porte très bien, mon âme est immortelle ». Or, c'est justement l'immortalité de l'âme qui reste à démontrer toute, et même son existence, comme il reste à prouver que se penser hors des nations et au-dessus, c'est contribuer à créer une « âme européenne » d'une nature plus ferme et plus impérissable que le « corps européen ». C'est là une doctrine d'illusion et d'attente, une forme détournée d'évasion hors des misères réelles, comme l'est à peu près toute doctrine à caractère religieux. L'axiome arithmétique : « Deux quantités égales à une troisième sont égales entre elles » trouve ici une application irréprochable. Idéalisme égale conservatisme, religion égale conservatisme, donc idéalisme égale religion. Or, l'œuvre de la religion, si on laisse de côté les services de détail qu'elle a pu rendre à l'humanité, a été une œuvre funeste. L'idéalisme le plus complexe et le plus abstrait, comme celui de Descartes et de Platon n'est jamais que la sublimation de la croyance « sauvage » que l'âme est quelque chose de différent en nature et en

(1) Le dessin de Julien Benda illustrant la première partie de cet article était également d'A. Pierre.

qualité du corps qu'elle habite pour un temps. Toutes les religions et toutes les métaphysiques sont bâties sur cette superstition. Le matérialisme anéantit ce rêve et, du même coup, les philosophies que l'on échafaude sur lui.

Au cours des siècles, l'idéalisme, malgré ses fumées, a réussi à trouver au moins une possibilité d'application pratique : le gouvernement et l'asservissement des peuples. Ce fut son seul point de contact avec la terre : tour à tour houlette ou fouet aux mains des mauvais bergers. Témoin le christianisme, la plus grande force politique que l'on ait jamais vue, l'incarnation la plus perfectionnée et la plus machiavélique de l'idéalisme dont il n'était qu'une des formes possibles.

On s'explique assez pourquoi un idéaliste se trouve plutôt mal armé pour combattre l'esprit religieux, même lorsqu'il en manifeste l'intention bien formulée. Dieu sait avec quelle célérité, Monsieur Benda, l'Eglise catholique vous aurait envoyé faire connaissance avec ses bûchers, si vous aviez écrit dix siècles plus tôt votre « Essai d'un Discours cohérent sur les rapports de Dieu et du monde ». Votre Dieu est loin d'y être catholique. Vous lui refusez la conscience, la personnalité, le pouvoir créateur. C'est un Dieu algébrique et décharné en aversion duquel le monde s'est lui-même créé : plus qu'il n'en fallait pour vous faire partager le sort des quelques dix millions de malheureux que les serviteurs de Jésus ont fait brûler vifs depuis le drame du Galvaire. Et cependant malgré votre peu d'orthodoxie, vous engagez les faiseurs d'Europe à tourner les yeux vers ces

« Hideux siècles de foi, de lèpre et de famine  
Que le reflet sanglant des bûchers illumine. »

Vous voulez encore nous faire admirer la parole des docteurs chrétiens « l'homme est avant tout une chose spirituelle », alors que les docteurs chrétiens ne se servaient de cette calembredaine que pour mieux enfoncer leurs serres dans la chair des foules imbéciles et qu'ils en perdaient le souvenir dès qu'il s'agissait pour eux-mêmes de se gorger de richesse et de puissance terrestres. « L'homme n'est qu'esprit, et quand nous lui prenons ses biens, sa sueur, sa liberté, son bonheur, sa vie, nous ne lui prenons rien » : voilà ce qui reste du raisonnement des clercs du Moyen-Age, lorsqu'on le déshabille de tout le grand tralala théologique dont leur malice a su le travestir.

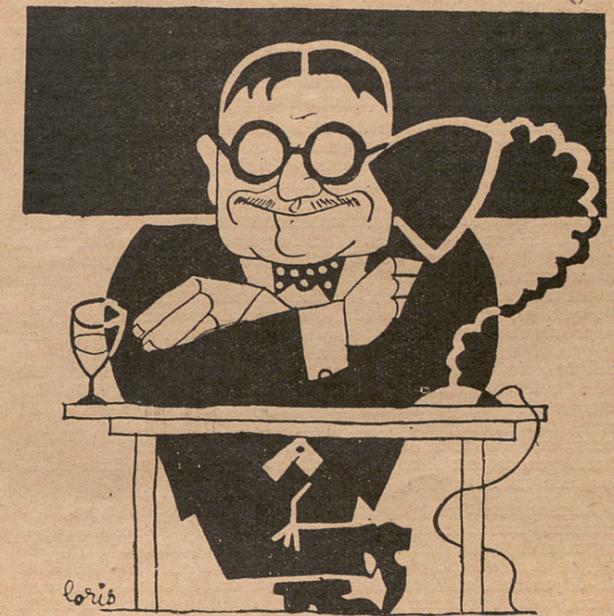
M. BENDA, POUR MIEUX REVER,  
MET L'HISTOIRE ENTRE PARENTHESES

Vous voulez aussi nous faire « honorer l'Eglise, QUELS QU'AIENT ETE SES MOBILES, quand, au Concile de Trente, elle repousse l'emploi des langues nationales pour la Messe, maintient le Latin ». Or, le concile de Trente naquit d'une alerte des maîtres de la chrétienté, alarmés de voir l'Europe menacer d'échapper à leur avidité par sa division imminente en nations séparées ; or, à l'époque de ce même Concile de Trente, le moindre passage du Pape dans une province quelconque de France, d'Allemagne ou d'Italie, était un fléau (massacres massifs d'hérétiques, ruine de paysans, etc...) dont la malheureuse province mettait parfois des années à se relever. D'ailleurs, vous vous sentez vous-même contraint à une réserve (« Quels qu'aient été ses mobiles ») croyant ainsi escamoter à bon compte toutes les horreurs qui se cachent derrière des hommes du Concile de Trente et comme si la honte du Moyen-Age chrétien était quelque chose qui puisse se mettre entre parenthèses.

Ainsi, votre pragmatisme montre encore une fois un large bout d'oreille, et sur le mode le plus détestable lorsqu'il s'agit de pragmatisme, le mode religieux. La Foi rend stupide ; la superstition rend méchant. N'envenimons pas ces plaies trop humaines en y enfonçant lourdement le doigt. Or, vous n'épargnez pas vos dithyrambes à la chose chrétienne, au contraire : « Flétrissez les humanistes qui se sont dressés contre l'unité chrétienne... » « Honorez l'ordre des Jésuites... » « Elevez vos écoliers dans le respect des humanités comme les ont comprises les Jésuites... ». Non, Monsieur, il y a trop de Jésuites là-dedans !

DE LA DUPERIE CATHOLIQUE  
A L'HYSTERIE NATIONALISTE,  
EN PASSANT PAR M. MAURRAS

Pourtant, il existe aussi un autre « pragmatisme religieux », celui de l'hyper-nationaliste Charles Maurras. Car c'est bien d'un pragmatisme maurrassien qu'il faut parler, M. Maurras n'étant pas plus catholique que le Grand-Rabbin de France ou



ALAIN

(d'après les « Nouvelles Littéraires ».)

le Grand-Muphti de la Mecque, et se souciant de la « Trinité » et de l' « Immaculée-Conception » comme d'une guigne. Cependant le même M. Maurras n'en rêve pas moins d'exterminer les protestants, d'envoyer au diable les métèques et de ne faire qu'une bouchée des Juifs, afin que l'étendard du catholicisme puisse flotter bien haut, et cela sous prétexte que le catholicisme est seul capable de réaliser l'unité nationale. Convenez que c'est un bien bizarre outil que cette « idée chrétienne » dont on peut faire usage, et pour parachever l'unité des nations et pour les fondre dans une communauté plus large destinée à les nier en tant que nations.

« L'enrage de bon cœur quand je trouve un trigaud  
« Qui souffle tout ensemble et le froid et le chaud ».

Une même chose prétendant servir à la réalisation de deux contraires irréductibles, ou bien sert à l'un et ne peut servir à l'autre, ou bien ne sert ni à l'un ni à l'autre, et elle reste suspecte parce qu'équivoque, inutile parce qu'ambiguë.

## LE CAS D'ALAIN

Ici, on peut se laisser glisser à une légère digression sur le cas d'Alain, homme cependant aussi différent de M. Charles Maurras qu'un habitant de Saturne pourrait l'être d'un citoyen de Mars. Si Alain, pour son compte personnel, échappe sûrement à l' « équivoque catholicisante », ce n'est certainement pas toujours le cas de ceux de ses lecteurs qui ne connaissent pas le fond et le tréfonds de son enseignement, par maints côtés véritablement prodigieux. Il est absolument impossible à quiconque ne s'est pas rangé à la doctrine du matérialisme dialectique, d'être plus irreligieux qu'Alain, auteur des « Propos sur le Christianisme ». Prenant pour point de départ la religion catholique, il adopte en face de toutes les religions l'attitude hégélienne qui consiste à découvrir par le dessous la « vérité » des religions. Par là-même, il refuse la religion et ôte toute puissance aux dieux à force de les montrer « vrais ». « Les prêtres sont comme des ministres de chair qui s'appliquent à masquer le grand refus qu'eux-mêmes enseignent » (1). On ne pourrait mieux définir la trahison des gens d'Eglise : trahison de l'esprit par la lettre. Et pourquoi ? Parce que la lettre asservit ! La lettre seule peut sauver l'ordre. Et la religion catholique, qui est une religion d'ordre, ne tient pas du tout à être autre chose. Quant à la réforme protestante que l'on tend généralement à représenter comme la révolte de l'esprit contre la lettre, ce n'est ni plus ni moins, comme le souligne Engels,

(1) Alain. Entretiens au bord de la mer (neuvième entretien). Gallimard 1931.

que le pendant religieux de l'accession au pouvoir de la bourgeoisie se libérant avec une certaine violence des entraves de la féodalité. Ici, Alain ne s'y trompe pas plus qu'Engels, malgré la différence des points de vue : « La Réforme a changé l'ordre, et l'ordre, peut-être, n'en valait pas la peine; et changer l'ordre, c'est encore adorer l'ordre. » (1)

Et pourtant, voici chez Alain, l'autre son de cloche, en contradiction seulement apparente avec ce qui précède, mais génératrice d'équivoque dans une trop notable proportion : « J'ai ri quelquefois de ceux qui disent que les religions furent une longue tromperie. Je n'y vois pas plus d'erreur que dans ces mouvements que nous allons maintenant remarquer, de pousses vertes, de bourgeons, de fleurs. La prière est vraie comme la sève. » (2) Que les religions n'aient pas été une tromperie dans l'intemporel, c'est peut-être vrai, et on trouve jusque dans le marxisme même, dans la doctrine du matérialisme historique, de quoi parler d'une « vérité » des religions (comme l'une des expressions de l'état économique correspondant dont elles sont le produit). Mais pourquoi rire de ce que l'on ait dit que les religions ne furent qu'une tromperie, PUISQUE, HISTORIQUEMENT, SOCIALEMENT, POLITIQUEMENT, C'EST VRAI. « La fête de Noël est parmi nos énigmes, peut-être la plus belle. Et comprenez-la comme vous pourrez, la crèche reste, avec le bœuf, et l'âne, et la mère et l'enfant. Sur ces traits invariables, notre pensée peut s'exercer; mais hors de ces touchants modèles, elle est folle. » (3)

Remarquons bien que, pour Alain, la pensée peut aussi bien s'exercer sur le mythe de Prométhée, qui est païen, ou sur la légende de Josué arrêtant le Soleil, qui est juive. Il n'empêche que ce sont de tels propos, nés de ce qu'au sein de l'idéalisme la disjonction se fait inévitablement entre l'éternel et le temporel, entre l'esprit et l'histoire, qui vaccinent parfois contre la haine très positive que les religions doivent inspirer et permettent, par exemple, au très réactionnaire M. Massis d'affirmer qu'« Alain pratique un certain catholicisme » (4). Et, en effet, lorsqu'Alain écrit : « En appeler de la chose à l'esprit, c'est ce qui est prior » (5), l'équivoque naît de ce qu'Alain n'écrit pas : « c'est ce que devrait être prior », vu qu'il est notoire que l'exercice d'abâtissement collectif et solennel qui s'est, depuis toujours, pratiqué dans les temples, sous le nom de prière, n'a justement (et bien au contraire) jamais consisté à en appeler de la chose à l'esprit. Voilà comment l'idéalisme qui a un peu trop souvent pris ce qui devrait être pour ce qui est, porte en lui des germes de régression, même sous la plume d'un Alain qui ne passe pas précisément pour être un champion de l'ordre et un ami des pouvoirs (6).

### PAR LA LUTTE OU PAR LE LATIN ?

Ainsi la seule planche de salut contre les clair-obscur, les équivoques, les contradictions de l'idéalisme reste la position matérialiste. Au sable mouvant, elle substitue le roc, ce qui n'est pas une mauvaise chose lorsqu'on est un habitant de la terre.

Vous laissez les nations en tant que nations séparées, les Etats en tant que s'affirmant en opposition contre les autres. Mais, les grands Etats modernes sont-ils autre chose que des appareils d'oppression, admirablement montés, d'une classe par une autre classe ? Puisque les Etats sont un « produit de l'antagonisme inconciliable des classes », la lutte des classes semble toute indiquée pour « faire » l'Europe (et le monde). Vous voulez la faire, vous, en enseignant aux Européens une « dépréciation de l'individualisme, un respect de l'abolition du moi ». Sur ce point, les « matérialistes » sont tout à fait d'accord avec vous. Entre vous et eux, il y a pourtant une différence : cette dépréciation, vous voulez la faire dans l'abstrait (par le latin et la philosophie, c'est-à-dire en paroles et discours), tandis qu'eux tentent de la réaliser dans le concret (c'est-à-dire en fait, en acte, réellement). Que fait toute cette cohorte d'intellectuels de formation bourgeoise, qu'on voit se détacher de la bourgeoisie pour s'en aller rejoindre les « masses », sinon se livrer à une véritable « abolition du moi » ? Seulement ceux-là, ils s'y prennent tout autrement que vous.

(1) Alain : Entretiens au bord de la mer (neuvième entretien).

(2) Alain : Nouvelle Revue Française (numéro de janvier 1933).

(3) Entretiens au bord de la mer (neuvième entretien).

(4) Henri Massis : Evocations (Plon 1931).

(5) Entretien au bord de la Mer (9<sup>e</sup> entretien).

(6) Voir Alain : Le Citoyen contre les Pouvoirs.

Vous voyez que, sous ce rapport, les matérialistes n'ont rien à envier à ces « révolutionnaires par le haut » dont vous êtes, monsieur Benda, l'un des plus notoires militants. Bien au contraire.

### LE MARXISME : RIEN DE CE QUI EST HUMAIN NE LUI DEMEURE ETRANGER

De même, ils n'ont rien à vous envier non plus, quant à l'ampleur et au degré d'universalité de leur position, tant théorique que pratique.

Le marxisme n'a nullement ce caractère étroitement particulier que laisse supposer le terme de « matérialisme » pris dans son sens bas et mesquin. Ce n'est pas non plus une doctrine de l'« Ote-toi que je m'y mette » comme un trop grand nombre d'esprits superficiels, ignares, faux ou faussés ont tendance à se le figurer. Ce n'est pas non plus une romantique révolte d'esclave contre le maître oppresseur au nom de cette « Justice-type » dont la formule est restée introuvable même aux moralistes et aux métaphysiciens les plus purs.

La doctrine de l'auteur du « Capital » n'est pas une bombe insolite placée sur le chemin de l'évolution. Par toutes ses fibres, elle est reliée au grand passé des peuples. Elle s'est abreuvée et nourrie de toutes les expériences humaines à quelque nature, ordre ou plan qu'elles appartiennent ou aient appartenu.

Or, le cours de l'histoire a voulu que les trois grandes formes dans lesquelles s'épanouissaient ces expériences, au XIX<sup>e</sup> siècle, aient atteint, leur degré suprême d'expression, la Philosophie en Allemagne, l'Economie en Angleterre, la Science sociale en France. L'œuvre de Marx, les mêmes trois aux conclusions qu'elles portaient en elles, les fond ensemble et en fait jaillir une synthèse qui défie en « universalité » tout ce que les métaphysiques et les religions ont jamais bâti de plus orgueilleux.

On peut ne pas être d'accord sur tous les problèmes soulevés par le Marxisme, sur les solutions que Marx en a proposées, sur l'infailibilité de la méthode d'investigation que représente le matérialisme dialectique, sur le rôle exclusif ou non qu'il convient d'accorder à l'hypothèse du matérialisme historique, sur l'action violente. C'EST MEME LE DROIT IMPRESCRIPTIBLE DE TOUT INDIVIDU, DISCIPLE OU NON DE MARX. Le Marxisme n'est pas un nouveau catholicisme avec pape infailible au sommet et aveugles catéchumènes à la base. S'il existe des fanatiques du marxisme, ce ne peut être qu'une façon de parler et ces fanatiques ne sauraient être des marxistes, car le fanatisme n'est pas « marxiste ».

Mais ce que l'on peut dire, en revanche, c'est que le continuateur (avec autre chose en plus) de l'œuvre de Hegel, en philosophie, de l'œuvre de Smith et de Ricardo, en économie politique; de l'œuvre des socialistes français, en sociologie (chacune d'elles riche déjà de toute la substance philosophique, économique, politique héritée de l'intégral passé humain) ne saurait être sous-estimé vraiment et de bonne foi ni sous le rapport de l'étendue de sa pensée, ni sous celui de son contenu, ni sous celui de sa probable portée sociale.

Si l'on ajoute que, se mouvant dans le concret, cette pensée représente un moyen d'investigation scientifique sensiblement plus efficace que n'importe quelle métaphysique ou autre forme de réflexion philosophique, et propose des SOLUTIONS POSITIVES que nulle autre, à l'heure actuelle, ne semble capable de seulement suggérer, c'en sera largement assez pour faire entendre à quelques esprits non prévenus que les autels de Marx pourraient bien ne pas être aussi indignes de ceux de Platon que vous voulez bien le prétendre, Monsieur Julien Benda.

Reprochez-vous aux autels de Marx de ne pas donner sur cet azur sans tache, également cher aux professionnels de la métaphysique, aux prêtres et aux poètes ? Personne ne s'avisera d'aller vous contredire.

Et si vous les voyez, aussi, maculés d'un peu de sang et de boue, c'est probablement que la misère humaine y aura laissé quelques traces.

Ne faites pas trop le dégoûté. Les rêves que l'on poursuit aux pieds des autels de Platon sont certainement très agréables. Mais il faut songer aussi avec quelle brutalité les réalités, chaque fois plus violemment, nous en réveillent en sursaut. Ce dont Platon lui-même ne fut pas épargné.

HENRY-LECONTE.

## LES SCHÉMAS DE MARX ET LEUR CRITIQUE ROSA LUXEMBOURG

(SUITE)

Enfin, poursuivant son analyse de l'accumulation capitaliste dans le Livre I du Capital, Marx écrit : « L'accumulation du capital, qui ne semblait primitivement qu'une extension quantitative, s'opère dans un changement qualitatif continu de sa composition, dans un accroissement incessant de sa partie constante ou détrimment de sa partie variable [et diminue de cette façon la demande relative du travail] » (1).

Marx voit donc dans l'accumulation du capital social total deux phases, deux aspects, une extension quantitative et une extension quantitative s'opérant dans un changement qualitatif. La phase d'extension quantitative, celle où la production se développe sur la même base technique, constitue donc bien une phase réelle de l'accumulation sociale totale. Or, que reflète le schéma de la reproduction élargie de Marx, sinon la phase de l'extension quantitative, de l'accumulation où la production s'accroît le mode de production restant le même ! La preuve en est donnée par les suppositions existant à la base de la construction des schémas de la reproduction simple et de la reproduction élargie :

« La question, telle qu'elle se présente immédiatement, est celle-ci : Comment le capital consommé dans la production est-il remplacé quant à sa valeur par une partie du produit annuel, et comment le mouvement de ce remplacement se confond-il avec la consommation de la plus-value par les capitalistes et du salaire par les ouvriers ? Il s'agit donc tout d'abord de la reproduction sur une échelle simple. L'on suppose en outre que les produits s'échangent d'après leur valeur et qu'il ne s'opère aucune révolution dans la valeur des éléments du capital productif. En tant que les prix diffèrent des valeurs, cette circonstance ne peut du reste influer en rien sur le mouvement du capital social. Après comme avant, les masses de produits échangés sont les mêmes ; mais les proportions suivant lesquelles les divers capitalistes y sont intéressés, ne seraient plus proportionnelles aux avances respectivement consenties par eux et aux masses de valeurs produites par chacun d'eux. Quant aux révolutions qui s'opèrent dans les valeurs elles ne modifient en rien, si elles sont générales et uniformes, la proportion entre les éléments qui constituent la valeur du produit annuel total. Mais, pour autant qu'elles sont partielles et inégalement réparties, elles représentent des perturbations qui ne peuvent se comprendre que si l'on y voit des dérogations à la situation constante des valeurs ; mais, en outre, une fois démontrée la loi d'après laquelle une partie de la valeur du produit annuel remplace du capital constant et une autre partie du capital variable, une révolution dans la valeur du capital constant ou du capital variable ne modifierait en rien cette loi. Elle ne modifierait que la grandeur relative des parties de valeur fonctionnant sous l'une ou l'autre dénomination, parce que les valeurs primitives auraient été remplacées par d'autres valeurs... La retransformation en capital d'une partie de la valeur du produit, le passage d'une autre partie dans la consommation individuelle de la classe capitaliste ou ouvrière, forment un mouvement dans la valeur du produit représentant le capital total ; et ce mouvement n'est pas seulement un remplacement de valeur, mais un remplacement de matière, il dépend donc aussi peu du rapport réciproque des éléments de valeur du produit social que de sa valeur d'usage, de sa forme matérielle. » (2)

De plus, à divers endroits de la 3<sup>e</sup> partie du Livre II, Marx souligne qu'il ne veut considérer là qu'une accumulation purement quantitative ; ainsi (t. VIII, p. 150) : « ...On suppose dans ce cas : 1<sup>o</sup> que, dans les conditions techniques données, cette somme (la Pl. V. accumulable) est suffisante soit pour étendre le capital constant, etc... » Egalement, p. 176, à

(1) La partie entre crochets « disparu dans la traduction de M. Molitor.

(2) Capital, tome VII, p. 237-238.

propos du second schéma établi par Marx : « Si nous avons pris un nombre plus petit... c'est précisément pour faire toucher du doigt que la reproduction sur une échelle agrandie (considérée ici comme production avec des capitaux plus grands) est totalement indépendante... etc... » C'est donc consciemment que Marx fait abstraction de la productivité du travail qui au cours de l'accumulation réelle devient « le levier le plus puissant de l'accumulation », comme il l'indique dès le livre I du Capital. (1)

Nous nous demandons alors où est la contradiction notée par R. Luxemburg ? Comment celle-ci peut-elle affirmer que « le schéma suppose un mouvement du capital qui contredit la marche réelle du développement capitaliste » ? (2).

Le schéma répond exactement à son but ; Marx n'y veut pas exposer le processus de l'accumulation dans toutes les conditions concrètes de la production capitaliste, mais uniquement sa phase quantitative. D'ailleurs, il serait tout à fait impossible de traduire en un schéma le procès réel de l'accumulation où la quantité se transforme sans cesse qualitativement. On peut d'ailleurs constater que Marx ne revient à aucun moment sur son schéma au cours du Livre III du Capital où il analyse précisément le mouvement dialectique de l'accumulation du capital, source de toutes les contradictions notées dans le système de production capitaliste. Notons également, ou du moins rappelons-nous que Marx indique nettement que les causes de crises doivent être tirées des conditions générales de la production capitaliste (à propos du crédit et de la concurrence des capitaux), et non pas, par conséquent, de la seule phase quantitative de l'accumulation du capital, comme l'ont fait la majeure partie des théoriciens marxistes à propos des crises.

D'autre part, il est à remarquer que R. L. elle-même ne revient à aucun moment sur le schéma qu'elle avait établi pour compléter celui de Marx ! Elle n'en tire aucun appui pour son argumentation ultérieure.

À propos des crises, Rosa Luxemburg écrit : (3) « D'après le schéma, la contradiction notée dans le Livre III n'existe pas. Dans le processus exposé par le schéma, il n'y a aucune nécessité d'élargir sans cesse le marché au-delà de la consommation des capitalistes et des ouvriers, et la capacité de consommation limitée de la société ne constitue aucun obstacle à la marche ininterrompue et à la capacité illimitée d'expansion de la production. Le schéma admet bien des crises, mais uniquement par manque de proportionnalité dans la production, c'est-à-dire par manque de contrôle de la production par la société. Il exclut, par contre, la contradiction fondamentale entre la capacité de production et la capacité de consommation de la société capitaliste, contradiction résultant précisément de l'accumulation du capital, se manifestant périodiquement par des crises et poussant le capital à élargir sans cesse le marché. »

De nouveau, R. L. exige du schéma de Marx ce qu'il ne saurait donner, à savoir le processus de gestation des crises périodiques de surproduction qui est analysé dans le Livre III du Capital ! Néanmoins cette critique de R. L. offre à croire qu'elle contient certaines contradictions par rapport à sa thèse fondamentale : nécessité de la réalisation de la plus-value accumulée dans les débouchés extra-capitalistes. En effet, R. L. affirme que le schéma admet bien des crises de disproportionnalité, mais pas de surproduction générale. Mais alors, dans ce cas, l'accumulation se fait et peut se faire tant que la disproportionnalité ne détruit pas le minimum d'équilibre nécessaire à la production capitaliste pour continuer sa marche ! La réalisation de la plus-value accumulée dans un milieu extra-capitaliste n'est donc pas nécessaire dans le cadre du schéma ? S'il en est ainsi, pourquoi le deviendrait-

(1) Capital, tome IV, p. 84.

(2) R. L., p. 266.

(3) R. L., pp. 269-270. (Laurat, p. 87)

elle dans le cadre réel? En ce qui concerne la plus-value accumulée, il n'est qu'une différence de grandeur quantitative qui puisse exister entre la production envisagée dans le schéma et celle envisagée dans le Livre III. Or, d'après R. L., la nécessité de la réalisation de la plus-value accumulée dans un milieu extra-capitaliste n'existe pas seulement pour un certain minimum de grandeur de plus-value accumulée, mais pour toute plus-value accumulée, quelle que soit sa grandeur.

Puis, R. L. nous dit avec juste raison que la contradiction fondamentale entre la capacité de production et la consommation limitée de la société qui s'exprime périodiquement par des crises, résulte de l'accumulation du capital. Très bien, mais alors, pourquoi cette contradiction n'est-elle pas possible dans l'accumulation envisagée dans le schéma? Il est clair qu'il ne s'agit pas ici de possibilité ou de non-possibilité de réalisation de la plus-value accumulée, puisqu'il est accumulé dans les deux cas et que, dans le premier, celui du schéma, ce fait n'entraîne pas de crise de surproduction générale relative.

Ainsi, lorsque l'on affirme que la contradiction fondamentale de la production capitaliste résulte de l'accumulation, cela ne suffit nullement, nous venons de le voir : ce n'est pas l'accumulation qui substitue la crise de surproduction à la crise de simple disproportionnalité, puisque, encore une fois, il est également accumulé dans le schéma. Quelle est donc la transformation subie par la production, du schéma du Livre II à l'analyse du Livre III et qui a entraîné *ipso facto* la transformation de la nature de la crise, de la disproportionnalité à la surproduction générale. Toute la différence notée provient entièrement de la nature différente de l'accumulation analysée : la transformation subie par la production du schéma à l'analyse du Livre III est dialectique, l'accumulation est passée de la phase quantitative à la phase qualitative. Tant que l'accumulation est quantitative, il ne peut, en effet, y avoir qu'une crise de disproportion. *La transformation qualitative de l'accumulation sera la source de la contradiction fondamentale entre la capacité de production et la capacité de consommation, cette dernière ne se développant, pour les larges masses, que d'une façon purement quantitative.*

L'absurdité de la théorie de Tugan-Baranowski réside justement en ce qu'il ne conçoit l'accumulation du capital que dans sa phase quantitative, celle exposée dans le schéma du Livre II du Capital. Et à ce sujet, voici ce que dit Marx : (2) « Mais la simple augmentation quantitative du capital implique en même temps qu'il y a augmentation de sa force productive. Si l'augmentation quantitative du capital est la conséquence du développement de la force productive, celle-ci se développe d'autre part à cause de la base capitaliste. Il y a action réciproque. La reproduction à une plus grande échelle, tout en se présentant d'abord comme une simple extension de la production avec un capital plus considérable mais dans les mêmes conditions, se présente donc toujours jusqu'à un certain point comme qualitative, comme fertilité plus grande des conditions où s'opère la reproduction. Voilà pourquoi l'accroissement de la masse des produits n'a pas augmenté dans un rapport simple comme le capital dans la reproduction élargie, l'accumulation. »

On juge par cela de l'absurdité des soi-disant marxistes qui veulent tout expliquer par le schéma, c'est-à-dire qui prétendent démontrer le mouvement qualitatif de la production en se basant uniquement sur son aspect quantitatif.

Mais, c'est également pour ne pas avoir distingué ces deux aspects de l'accumulation et reconnu l'exacte signification des schémas de Marx, que Rosa Luxemburg s'est engagée dans une impasse théorique.

Cela n'a aucun sens de « démontrer » que le schéma est incapable d'expliquer « tout élargissement soudain de la production » (3) que dans le schéma « toute formation d'armée industrielle de réserve est impossible » (4) puisque Marx a fait consciemment abstraction des facteurs qui entraînent ces modifications. Il est donc faux de prétendre que le schéma est en contradiction avec l'analyse donnée par Marx dans le Livre III du Capital. Il n'y a contradiction que si l'on assi-

(1) La légère modification de cette thèse faite par Laurat ne change en rien le caractère de notre critique sur ce point.

(2) Hist. des Doct. économ., tome V, p. 80.

(3) R. L., p. 266.

(4) R. L., p. 283.

gne au schéma un but qu'il n'a pas, ce que fait R. L. Celle-ci écrit encore à ce propos : (1)

« Les suppositions que Marx a faites à la base de son schéma ne correspondent qu'à la tendance historique objective du processus d'accumulation et son résultat final théorique... « Mais ici commence l'impasse. Une fois le résultat final atteint — ce qui cependant demeure une construction théorique — l'accumulation devient impossible : La réalisation et la capitalisation de la plus-value se transforment en un problème insoluble. Au moment où le schéma de la reproduction élargie de Marx correspond à la réalité, il marque l'arrêt, la limite historique du procès d'accumulation, donc la fin de la production capitaliste. L'impossibilité de l'accumulation signifie, au point de vue capitaliste, l'impossibilité d'un développement ultérieur des forces productives et ainsi la nécessité historique objective de la mort du capitalisme. »

De quel ordre sont donc les suppositions existant à la base de ce fameux schéma : la première supposition est celle-ci : La société capitaliste n'est composée que de capitalistes et d'ouvriers. (2) Tandis que la seconde supposition consiste en ce que le schéma ne considère que la phase de la production pendant laquelle celle-ci s'élargit sur la même base technique donnée.

Que vaut donc l'application que fait R. L. du schéma, à savoir, « qu'il correspond à la tendance historique objective du processus de l'accumulation ». Cela n'est vrai qu'en ce qui concerne la première supposition ; il est, en effet, exact que lorsque le capital aura transformé tous les modes de production, primitive, naturelle ou mercantile existant encore sur la terre, en production capitaliste, la société sera composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers. (Il est fait abstraction des couches sociales dont le revenu est constitué par une fraction soit de la plus-value ou du capital variable.) Mais peut-on également affirmer que l'élargissement de la production capitaliste sur une base technique constante marque la « tendance historique objective du procès d'accumulation » ? Voilà qui est plus que douteux. Cela est même en complète contradiction avec la réalité où l'on constate un développement de plus en plus intensif des forces productives. La tendance est davantage celle indiquée par Marx lui-même : « Les intervalles où l'accumulation opère comme une simple extension de la production sur une base technique donnée deviennent de plus en plus courts. » Sur ce point, R. L. est en complète contradiction avec Marx. Ainsi, si d'un côté, en ce qui concerne l'aspect futur de la division de la société, le schéma marque une tendance historique, de l'autre côté, en ce qui concerne le développement des forces productives, le schéma marque le point de départ de la production capitaliste et non pas son aboutissant ! Une fois de plus se révèle l'impasse dans laquelle aboutit R. L. par son interprétation erronée du schéma du Livre II du Capital.

Il est très intéressant de noter l'évolution de la conception de Rosa Luxemburg à propos du problème des débouchés et des crises.

Dans sa polémique contre Bernstein (qui nous a donné l'admirable étude : « Réformes sociales ou Révolution ») (3), Rosa Luxemburg, en traitant des crises et de la signification du schéma, soulève une thèse assez opposée à celle que nous venons d'analyser. Ici, R. L. établit la distinction entre les crises du « capitalisme adolescent » — dont la périodicité quasi régulière est « un phénomène purement extérieur, dû au hasard » — et les crises du « capitalisme mûr », qui résultent du « mécanisme intérieur de la production capitaliste », R. L. dit : (4)

« Dans son ensemble, l'explication de la formation des crises donnée par Marx et Engels dans les *tomes I et III* du Capital (c'est nous qui soulignons) et de l'Anti-Dühring, concerne davantage une économie capitaliste complètement développée, où le marché mondial est supposé comme une donnée déjà existante. Ce n'est qu'à ce moment seulement que les crises peuvent se répéter d'une telle façon mécanique, par suite du

(1) R. L., pp. 335, 336. (Laurat, pp. 109, 110.)

(2) Cf. Capital, tome VII p. 159 : « D'après notre hypothèse : prédominance générale et absolue de la production capitaliste, il n'y a que deux classes : la classe capitaliste et la classe ouvrière. »

(3) R. L. Œuvres complètes (en allemand), tome III, p. 35 à 100. Traduit récemment par les « Editions Sociales Internationales ».

(4) R. L., Œuvres complètes, tome III, p. 48.

mouvement intérieur propre du processus de production et d'échange — comme cela ressort de l'analyse de Marx — sans la cause extérieure d'un bouleversement soudain dans les rapports de production et du marché. »

R. L. ajoute : « Dès le moment où le marché mondial est complètement établi, où il ne peut plus être agrandi par aucun élargissement soudain et qu'en même temps la productivité du travail progresse sans cesse, à ce moment commence tôt ou tard, la contradiction périodique entre les forces productives et les limites de l'échange, contradiction qui, par sa répétition même, devient de plus en plus aiguë et violente. »

Or, R. L. explique et cherche surtout à démontrer dans son « Accumulation du Capital » que *dès l'établissement du marché mondial, c'est-à-dire dès le moment où ce marché ne pourra plus être élargi aux dépens des sphères extracapitalistes, toute accumulation de capital deviendra impossible !* Par conséquent, il ne saurait plus y avoir de véritable périodicité des crises, mais bien la crise finale du capitalisme ! De plus, si les crises du capitalisme adolescent n'étaient dues qu'à des phénomènes purement extérieurs et que, partant, leur périodicité ne fût qu'accidentelle, il se trouve que d'après la seconde thèse de R. L. cette périodicité n'a, en fait, jamais existé ! En effet, si cette périodicité des crises ne doit se faire jour qu'à partir du moment où la réalité correspondra aux suppositions de Marx, où, d'après R. L. (1) le capitalisme touchera sa fin historique objective, il est évident qu'elle n'existera jamais plus, tout comme elle n'aurait jamais existé !

En réalité, on ne peut affirmer comme le fait Rosa Luxemburg, (2) que les crises économiques du Capitalisme sont dues tout d'abord à des phénomènes extérieurs durant son adolescence et à de seuls phénomènes intérieurs à partir de sa maturité. Du début à la fin du capitalisme, les crises ne sauraient avoir comme causes que les contradictions intérieures inhérentes à ce système de production. Ces contradictions, bien que sous des aspects variables, sont chaque fois reproduites par le mode capitaliste de production et ne disparaîtront qu'avec celui-ci.

Mais Marx nous a montré, et c'est là que réside tout le secret de sa théorie des débouchés, que « la contradiction intérieure tend à se compenser par l'extension du champ extérieur de la production ». Marx dit bien « tend à se compenser », car, en effet, les crises surviennent néanmoins. Ainsi, du fait que la crise se développe sur le champ extérieur de la production capitaliste, il semblerait logique d'aller y rechercher ses causes. On oublierait alors que ce champ extérieur a précisément pour but d'essayer de résorber des contradictions déjà existantes et inhérentes aux conditions intérieures de la production capitaliste. Et c'est parce que ces contradictions sont inhérentes à ce régime, à ce mode de production, que les crises y acquièrent ce caractère périodique. L'existence au moment d'un cycle de production déterminé d'un champ extérieur plus ou moins vaste aura pour effet de précipiter ou de retarder le retour périodique à l'équilibre, c'est-à-dire la crise.

LÉON LIMON.

(1) Dans l'« Accumulation du Capital ».

(2) Dans « Réformes sociales ou Révolution ».

## Marx et la Dette publique

Le peuple sait bien, par sa propre expérience et les saignées faites à sa bourse, combien la dette publique pèse sur les impositions ; mais peu de gens savent dans quelles conditions spéciales cette dette a été contractée et existe toujours. L'Etat, cet instrument commun entre les mains des nobles, propriétaires fonciers, et des gens de la finance, a besoin d'argent pour réaliser, à l'intérieur comme à l'extérieur, l'œuvre d'oppression. Il emprunte donc chez les capitalistes et les usuriers, et leur remet un bout de papier, par lequel il s'engage à payer, pour 100 livres sterling prêtées, tel chiffre d'intérêt. Les moyens nécessaires à ce paiement, il les tire, sous forme d'impôts, de la poche des classes ouvrières. Si bien que le peuple doit servir de garantie à ses oppresseurs vis-à-vis des gens qui prêtent leur argent pour qu'on lui coupe le cou à lui, peuple. Cette dette figure sous diverses rubriques, suivant que le taux de l'intérêt est de 3 3/4 ou 4 0/0.

(People's Paper, 16 avril 1853.)

## Malaise dans le parti socialiste

Et voilà ! Après les travaillistes anglais et leurs essais... plutôt malheureux de gérants du capitalisme anglais ; après les résultats tragiques des social-démocrates allemands, depuis leur capitulation devant la révolution allemande jusqu'à leur politique du moindre mal et le... calme avec lequel ils ont laissé Hitler prendre le pouvoir ; après les socialistes espagnols couvrant fusilleurs et boureaux des ouvriers anarcho-syndicalistes et « très dignes » envers les ci-devant conjurés royalistes... ; après tous ces exemples, aurons-nous les socialistes français ?

Est-ce à croire que toutes ces erreurs, cependant payées par la classe ouvrière elle-même, ne serviraient à rien ? Encore une fois, Marx a raison : il ne peut y avoir de socialisme réalisé dans le cadre du régime capitaliste. Les travaillistes ont collaboré, les social-démocrates n'ont pas osé s'attaquer à la structure du régime (et Hitler répare cette faute à son profit). Il ne peut y avoir à la fois une politique de soutien du régime capitaliste et une lutte de tous les instants contre ce régime.

Les Congrès socialistes l'ont toujours solennellement proclamé : le Parti S.F.I.O. est un parti de lutte de classe qui se donne comme but l'écrasement du régime capitaliste et l'avènement du socialisme. Alors que veulent dire ces agissements du groupe parlementaire acceptant le principe d'une collaboration avec des fractions bourgeoises dites républicaines. Tout le monde est républicain, même M. Marin ! Et entre M. Marin et M. Daladier, il y a tout de même un point commun : celui de la défense de la propriété privée. Et entre les socialistes et les radicaux, ce point est plutôt un fossé — alors comment se tendre un bras au-dessus d'un tel abîme ? Inévitablement, il faut qu'il y en ait un qui lâche et gare à la glissade !

Les socialistes ont failli faire le pont sur le fossé, mais la position prise par le groupe parlementaire à la Chambre est une situation acrobatique qui comporte quelques dangers. On ne peut être pour et contre, et le vide attire.

C'est de cette acrobatie constante qu'est né le malaise qui existe actuellement au sein du Parti. Et cela s'est manifesté au Congrès Fédéral de la Seine où les participationnistes furent copieusement hués ; cela se voit tous les jours dans le *Populaire*, où des hommes comme Renaudel et Lebas ont le courage de le reconnaître. Partout, dans les fédérations, dans les sections, des heurts ont lieu, motivés par l'incohérence de la politique du groupe parlementaire.

Au fond, les militants se sentent désarmés devant ceux qu'ils ont envoyés à la Chambre ou au Conseil municipal de Paris. Il manque au Parti une force, une discipline, un moyen de pression sur ceux qui doivent être ses serviteurs et qui l'oublient trop souvent.

La situation politique en France a envoyé un nombre élevé de représentants de la classe ouvrière, dont quelques-uns croient leur heure venue de prendre en mains la direction des affaires de la bourgeoisie.

C'est tout cela le malaise du parti socialiste, c'est tout cela qui oppose son groupe parlementaire à la masse du parti, ce bougre de parti qui doit se défendre contre son frère insensé, le parti communiste, qui, lui non plus, n'apprend rien des expériences internationales. Ce parti S.F.I.O. qui a compris que son salut, qui est le salut de toute la classe ouvrière, c'est dans la libération totale de la classe ouvrière qu'il la trouvera. Et que cette libération sera issue de la force, et non pas d'une politique de collaboration et de faiblesse. Et la phrase de Marx se révèle toujours juste : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

B. Ady Brill.

Ma première lettre, antérieure au vote du fameux article 83 du deuxième du budget, se trouve confirmée par la rupture de l'unité de vote du groupe parlementaire S.F.I.O. et par la démission de son directeur et de son secrétaire.

Le manque de clarté du dernier Congrès Fédéral a permis ainsi, à un certain nombre (et c'est la majorité) d'élus du parti de voter jusqu'au bout le soutien à un gouvernement Daladier. Et ce, malgré le refus manifeste de celui-ci d'appliquer le minimum du programme radical sur lequel s'étaient faites les élections du 8 mai. On n'a pas voulu s'opposer à Daladier dans la crainte de l'ardien. C'est encore la politique du moindre mal, et ce pour un résultat facile à prévoir.

Et il y a cependant quelque chose d'assez drôle : ceux qui ont rompu l'unité de vote du groupe parlementaire (la minorité qui a voté contre une atteinte plus fictive que réelle aux traitements) représentent la forte majorité de l'opinion du parti.

L'opportunité d'un Congrès National s'est fait sentir. Il va avoir lieu dans quelques semaines. Les vieilles formules sur lesquelles on se comptait doivent être révisées. L'opposition systématique ne répond plus aux exigences du moment, la participation, à quelque prix que ce soit, doit avoir son sort réglé, le soutien conditionné ne doit plus laisser place à l'équivoque.

La classe ouvrière est loin d'être capable de se rendre compte de sa puissance. La conquête des classes moyennes reste à faire et, avant toutes choses, l'unité doit s'établir, et avec une politique internationale cohérente de la classe ouvrière.

Voilà les choses que le Congrès National aura à envisager, et, avec elles, un remaniement de la C. A. P. actuelle, pour en faire un organisme plus souple. Le malaise doit s'éclaircir, l'unité du parti ne s'en trouvera pas atteinte, le socialisme seul y gagnera.

## L'AFFAIRE FREINET

Depuis de longues années, l'instituteur Freinet enseigne à Saint-Paul, petite commune des Alpes-Maritimes. S'intéressant aux méthodes modernes, il a voulu les introduire dans sa classe ; en particulier, il a essayé de mettre au point une méthode dont le but est d'obtenir la libre expression de la pensée de l'enfant.

Pour cela ses élèves se livraient à un travail collectif et libre, et composaient des petites histoires qui sortaient ensuite imprimées par eux dans leur petit journal : « la Gerbe », dont le service fut fait régulièrement à l'inspecteur primaire et à l'inspecteur d'Académie.

De plus, Freinet, croyant à la psychanalyse, a essayé d'obtenir des enfants la relation exacte de leurs rêves ; quelques-uns de ces récits, après l'approbation générale des petits camarades paraissaient imprimés et pouvaient circuler ainsi que la « Gerbe » dans les écoles de France. Donc tout ce travail original était fait au vu et au su de tout le monde, parents, administration étaient au courant et jamais aucune plainte n'avait été formulée.

De plus, ajoutons que Freinet a participé officiellement au Congrès de la Ligue internationale de l'Education nouvelle, à Nice, en 1932 et qu'à ce moment-là aucune critique ne lui fut adressée.

Le problème est donc bien posé. Depuis longtemps une méthode nouvelle est essayée ouvertement par un instituteur. Aucune plainte des parents, aucune critique de l'administration ne parvient à l'intéressé.

Mieux, l'inspecteur primaire néglige de passer par l'école de Saint-Paul et Freinet n'est pas inspecté depuis près de quatre ans !

Nous passons volontairement sur les encouragements et félicitations reçues de toutes parts.

Un beau jour, sur les murs de Saint-Paul paraît la relation d'un de ces rêves d'enfant accompagné de renseignements inexacts. Voici textuellement ce qui fut affiché :

### « LES DEVOIRS DE M. FREINET »

Veut-on un aperçu des dictées de l'instituteur Freinet à ses élèves ? En voici un échantillon instructif, cueilli dans les cahiers des enfants (dictées sous forme de rêve d'un enfant) :

#### « Mon rêve »

J'ai rêvé que toute la classe s'était révoltée contre le Maire de Saint-Paul qui ne voulait pas nous donner les fournitures gratuites. M. Freinet était devant. Il dit à M. le Maire :

— Si vous ne voulez pas nous payer les livres, on vous tue.

— Non.

— Sautez-lui dessus, dit M. Freinet.

Je m'élançai. Les autres ont peur. M. le Maire sort son couteau et m'en donne un coup sur la cuisse. De rage, je prends mon couteau et je le tue.

M. Freinet a été le Maire et moi je suis allé à l'hôpital. A ma sortie, on m'a donné mille francs.

(Dictée se trouvant dans les cahiers d'élèves.)

#### Sans commentaires »

En même temps une attaque contre Freinet précédée du même texte parut dans « l'Éclair de Nice » et « l'Action Française ».

Alors, sur la demande de l'instituteur, l'inspecteur primaire vint le 12 décembre faire une enquête à Saint-Paul, mais n'inspecta pas Freinet.



Dessin d'enfant

La lutte du Maire contre l'instituteur s'engagea ouvertement. Une grève scolaire, peu suivie, fut organisée et un jour où l'instituteur convoquait chez lui quelques parents d'élèves, la cour fut envahie par un groupe de personnes n'ayant pas d'enfants à l'école ! et précédée du Maire !

Bref, une lutte aux multiples péripéties fut dirigée par un maire réactionnaire contre un instituteur paraît-il communiste, et se termina par un blâme décerné à Freinet par le Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

Nous ne voulons ici, ni juger la pédagogie d'un instituteur, ni trancher entre des idées politiques. Le débat pose des problèmes d'ordre tout différent, dont nous tenons à souligner l'importance. Dans quelle mesure un maire est-il qualifié pour juger les méthodes pédagogiques d'un instituteur ?

Comment admettre qu'un administrateur entrant en lutte sur le terrain politique avec un instituteur puisse tout à coup être juge de son enseignement ?

Et surtout, comment admettre que l'Administration scolaire pour donner satisfaction à une rancune personnelle du maire, juge Freinet sur son enseignement, enseignement si connu qu'il ne nécessitait pas une inspection, et si peu néfaste qu'il n'avait jusqu'alors mérité aucune critique ?

Et enfin, deuxième point : une méthode quelle qu'elle soit ne doit-elle pas être tentée ? Devons-nous donner un enseignement figé ? Aucune vie ne doit-elle régner dans les classes ? Alors, c'est la fin de notre raison d'être et nous ne voulons pas encore croire à cela. Nous restons fort étonnés que l'Administration sanctionne par un blâme la tentative intéressante et nouvelle d'un courageux instituteur !

Jeanne BONISSEL et J. HARZELEC.

Tribune Libre

## Conversation avec un jeune réfugié allemand

Il est communiste, juif. Il vient d'arriver de Berlin. Il a fui la répression. C'était un militant responsable.

La conversation s'engage. On se méfie un peu l'un de l'autre. On se demande des détails de la vie de militant, des détails de quartiers, de rues, de meetings afin de voir si vraiment tout est en ordre. Il faut savoir si on peut questionner, demander, affirmer sans être posséder d'un doute...

Nous avons maintenant l'un vis-à-vis de l'autre certaines garanties et nous parlons :

— Donne-moi une explication de cette fin honteuse du mouvement ouvrier et surtout quelque chose sur le fait que ton parti a été impuissant devant la catastrophe ?

— Il n'y a pas eu de front unique, c'est cela la grande cause. Notre tactique s'est révélée très certainement comme fautive. Nous n'avons pas rallié les ouvriers des syndicats et du parti social démocratique à cause de notre intransigeance vis-à-vis des chefs de ces organisations.

— Mais vos militants pourquoi n'ont-ils rien fait ?

— Voilà, depuis deux mois, presque chaque nuit, le parti a tenu en alarme nos camarades. Ce furent de longues nuits blanches sans l'arrivée d'un mot d'ordre. Puis, lorsque la catastrophe est arrivée, les permanences étaient vides, les camarades s'étaient lassés et ne croyaient plus à l'imminence du danger. Et l'appareil de liaison a été tout de suite brisé.

— Pourquoi vos militants responsables ont presque tous été arrêtés ?

— Imprudence souvent ; Thaelmann vivait dans une région analogue à la zone parisienne. Il n'avait pris aucune précaution pour n'être pas reconnu, il sortait, allait et venait. Tout le voisinage savait que Thaelmann habitait par là. Et tu comprends que cela n'a pas été difficile !

— Mais enfin que pensent les militants de la base de cette situation sans issue immédiate ?

— Ils sont comme assommés ; c'est d'ailleurs l'impression qui se dégage des milieux ouvriers. La question de savoir comment le malheur est arrivé presse et les angoisse ; notre parti, les syndicats, notre mouvement et cela n'a servi à rien ! On est en colère contre le parti et surtout on n'arrive pas à comprendre. La classe ouvrière a été débordée un peu comme en 1914. Il y a aussi la peur. Des cellules entières de Berlin ont passé aux nationaux socialistes avec tous leurs militants responsables, et des cellules de quartiers essentiellement ouvriers. Dans les rues de Wedding, dans la Köstnerstrasse où en 1928 il y eut des barricades, les façades sont pleines d'emblèmes nationaux socialistes. Il y a eu aussi énormément de lâchages individuels.

## OLZANSKI N'EST PLUS FRANÇAIS

En 1909, un jeune Polonais arrive en France, chassé comme tant d'autres de son pays par la misère, fille de l'oppression tsariste.

Ce jeune Polonais, qui travaille pour vivre depuis l'âge de 12 ans, n'a pas peur des métiers les plus durs et les plus dangereux, il se fait embaucher comme ouvrier mineur et les patrons des grandes Compagnies minières, qui ne connaissent leurs esclaves qu'à travers le rendement et les plus-values, veulent bien de la force et de la peine du jeune Polonais qui, pendant vingt ans, les leur prodiguera !

Le jeune Polonais se marie en 1912 avec une Française qui lui donnera cinq enfants, tous Français, et dont l'aîné a dix-neuf ans et le plus jeune sept. Les magnats de la mine qui aiment bien que les prolétaires fassent beaucoup d'enfants, veulent bien des cinq enfants du Polonais, car ces enfants leur donneront plus tard leur vigueur et leur sang !

La guerre éclate. Confiant comme tant d'autres en un faux et criminel idéal, le Polonais s'engage, fait toute la guerre et n'est démobilisé qu'en 1920.

Le gouvernement des Rois de la mine, qui a besoin de tout le sang des prolétaires, comme il avait besoin de tous leurs muscles pour bourrer ses coffres-forts, veut bien des six années d'enfer que le Polonais lui offre sur sa vie !

En 1922, il acquiert la nationalité française qu'il aura, comme on l'a vu, payée au prix fort !

Le Polonais s'appelle Thomas Olzanski. L'après-guerre...

L'Europe est bouleversée... La Pologne qui vient d'obtenir son « indépendance » dans le cadre de la tutelle « protectrice » de la France, ne se porte pas mieux que sous le tsarisme ; le fait de quatre années d'invasions et de dévastations a été lourd, les ouvriers et les paysans n'ont pas de travail et meurent de faim.

En France, par contre, la main-d'œuvre est rare et le travail ne manque pas. Ne s'agit-il pas, en effet, de reconstruire les régions dévastées, et parmi elles la plus atteinte : le bassin minier du Nord ? Plus d'un million de prolétaires français sont morts pour le Droit et la Civilisation des Bourgeois, mais ce n'est pas une raison pour que les maîtres qui se sont engraisés de cette hécatombe, en supportent la conséquence de hauts salaires, liés à la rareté de la main-d'œuvre.

On ira donc chercher de la chair à travailler en Pologne, où elle s'achète à bon compte ! Et le pays noir se peuple de dizaines de milliers de Polonais faméliques amenés en troupeaux innombrables liés à leurs nouveaux maîtres par ces abominables contrats collectifs échafaudés sur leur dénuement et sur leur ignorance et qui font d'eux de véritables esclaves en butte à toutes les exactions, tous les vols de la part des Compagnies, dans un pays dont ils ignorent tout !

Ces hommes ont besoin qu'on les défende. Leur compatriote Olzanski, qui a

repris le travail à la mine, sent où se trouve son devoir de classe et va grossir la poignée de militants dévoués qui luttent pour la défense de ces prolétaires déracinés, esclaves entre les esclaves.



OLZANSKI  
Dessin de Jacques Chavy

Olzanski, militant syndicaliste, lutte, dépense, s'expose, anime tout et reçoit du prolétariat minier les lourdes responsabilités du Secrétariat de la Fédération du sous-sol... Et alors les requins de la mine ne veulent plus du tout, mais là, plus du tout d'Olzanski !

Et comme le gouvernement et les juges de la République sont le gouvernement et les juges du haut patronat, ils prennent prétexte de quatre articles de journaux, et d'un discours vieux de deux ans, au moment où l'instruction contre leur auteur fut ouverte et qui par ailleurs n'ont fait l'objet d'aucune poursuite, pour le déchoir de sa nationalité française !

Le jugement a été rendu le 27-7-32 par le Tribunal de Douai, et la sentence confirmée en appel le 23-11-32. Pour rendre cette sentence inique, les juges se sont appuyés sur la loi du 10-8-27 et spécialement sur l'article 9 qui précise que : « La déchéance ne peut être prononcée que pour avoir accompli des actes contraires à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat français ». C'est bien sur ce texte que l'on s'est appuyé pour condamner l'action strictement syndicale d'Olzanski action clairement autorisée par les lois et dont le seul préjudice était d'être contraire à la sûreté, à la tranquillité que les patrons aiment bien s'assurer pour perpétrer leurs mauvais coups contre leurs exploités !

Et maintenant, faut-il rappeler que l'article 6 de la même loi indique que : « L'Etranger naturalisé jouit de tous les

droits civils et politiques attachés à la qualité du citoyen français ? »

Cela suffit pour dévoiler le véritable caractère de cette affaire.

Et maintenant, quelques détails nécessaires. On a tout fait pour que le procès fasse le moins de bruit possible, et en cela, la classe des oppresseurs a violé une fois de plus sa propre légalité ; l'affaire a été jugée à huis-clos (par crainte sans doute, du contrôle et des réactions de l'opinion publique), et ceci en violation de la volonté expresse du législateur qui a un précédent d'importance : l'affaire Dreyfus.

Les juges de Douai ont dans cette affaire reculé les limites de la rigueur ; il fallait surtout exécuter les désirs des Compagnies minières dont les plus mortels ennemis sont les militants syndicaux, on comprend pourquoi.

Et Olzanski était un militant syndical ! On l'a fait dénaturer, afin qu'il ne puisse plus ni parler, ni écrire, ni agir, car à la moindre incartade on le renverrait hors des frontières, accompagné de telles références qu'il n'aurait plus que la ressource de retourner en Pologne, livré, pieds et poings liés, aux bourreaux de Pilsudsky !

Olzanski vit depuis vingt-trois ans en France !

Olzanski, durant vingt ans, a donné sa jeunesse et sa force aux magnats des mines !

Olzanski s'est battu « Pour la France » ! Olzanski a une femme et cinq enfants ! Cela n'empêche pas qu'Olzanski n'est plus Français et que, de ce fait, il peut d'un jour à l'autre être mis à pied, expulsé de France, livré aux policiers d'Europe et séparé des siens qui ont besoin de lui et qui sont Français par force, eux !

Olzanski a été dénaturé au prix d'une violation éhontée de la liberté de pensée, de parole et de presse qui, soi-disant, sont les fondements de la « Démocratie » française, mais aussi bien on n'en est pas à une violation près quand on veut décapiter la Fédération syndicale unitaire du sous-sol !

Un tel coup n'a pu être perpétré qu'en cachant tout à l'opinion publique, celle des travailleurs. Seuls ces derniers peuvent faire briser le jugement et réintégrer Olzanski dans la nationalité française, avec toutes les libertés d'action politique et revendicative qu'elles comportent. Un fort courant se crée dans ce sens. Un Comité de défense d'Olzanski s'est constitué, qui, entre autres, a lancé un appel à l'opinion publique. Parmi les premiers signataires de cet appel, nous relevons les noms de Romain Rolland, Prof. Paul Langevin, C. Campinchi, avocat à la Cour, député de la Corse ; Elie Faure, Henri Barbusse, Victor Marquerite, Francis Jourdain, André Breton, Bernard Lecache, Eugène Dabit, Marcel Martinet, R. Bloch, Pr. Henri Wallon, Martin-Chauffier, etc.

Masses s'associe à leur appel.

Georges Benichou.

# CINÉMA

## JE SUIS UN EVADE

Y aurait-il quelque chose de changé dans le cinéma américain ? Après les films de gangsters voici une pellicule qui est un vigoureux réquisitoire contre les mœurs judiciaires de ce pays. Il faut imaginer que la crise de régime est bien grande pour que le cinéma s'en fasse l'écho. Ce qui donne à ce film une valeur documentaire incontestable c'est qu'il est l'histoire authentique d'un homme condamné injustement, qui s'est évadé et qui cherche depuis à se faire réhabiliter sans y parvenir. Il a écrit un livre qui a été très modifié pour le cinéma. Mais il n'en reste pas moins vrai que toutes les scènes qui montrent la vie tragique des chômeurs devenus de malheureux « tramps » (vagabonds), que les cruautés des gardes-chiourmes, que les canailleries de juges et de l'appareil judiciaire de la démocratie universelle qui est dit-on la règle sur cette « terre de la liberté », ne peuvent manquer d'émouvoir le spectateur le moins sensible aux souffrances du prolétariat.

Voici, brièvement raconté, le scénario. Un jeune ouvrier américain, James Allen, revenu dans son pays après la guerre, ne peut plus s'habituer à son travail dans l'usine, il aspire à devenir ingénieur. Il part à la recherche d'une situation qui lui convienne mieux. Atterrissant scène où sa mère toujours vaillante comme le jour où elle a « donné » James à la patrie le soutient contre son frère le pasteur qui lui commande la soumission aux lois du capitalisme. Il va errer d'Etat en Etat trouvant toujours moins de travail jusqu'au jour où, chômeur depuis longtemps déjà, il est contraint sous la menace du revolver à dévaliser un bisrot. Arrêté, la justice le condamne à 10 ans de travaux forcés. Et maintenant nous allons pénétrer dans les bagnes américains, nous allons assister impuissants aux cruautés, aux tortures qui sont la ration journalière de ces pauvres diables de criminels qui nous deviennent sympathiques si l'on compare le « délit » au châtiment.

Patiemment il prépare son évadement, et un jour il s'enfonce dans la forêt vierge poursuivi par la meute des chiens et des policiers. Il y échappe et va vivre à Chicago. Il s'embauche dans une entreprise de construction et cette partie du film est d'une basse démagogie. On voit Allen passer successivement d'ouvrier à contremaître, à aide-ingénieur, puis ingénieur, ingénieur en chef, sous-directeur et directeur de cette vaste entreprise capitaliste. Si les circonstances l'eussent permis il fût devenu président de la République. Mais sa logeuse (qui est en même temps sa maîtresse) a surpris une lettre qui prouve qu'il est le forçat James Allen et sous la menace de chantage se fait épouser. Alors commence pour Allen une vie de martyr pire que celle du bagne. Au point qu'après avoir rencontré une femme qu'il aime il décide de divorcer. Mais sa femme le dénonce à la police le jour où il allait présider un important banquet. Il ne se livrera à la justice qu'après avoir eu la promesse formelle d'être gracié au bout de 90 jours. Il retourne donc au bagne mais la « justice » ne veut pas le lâcher et fait traîner son procès. Allen, devant tant d'hyppocrisie tente encore une fois de s'évader dans un camion. Il réussit mais reste toute sa vie un proscrit qui demande justice.

Il faut voir ce film en lui donnant toute sa signification de critique du régime actuel en Amérique et en se disant que si la censure a laissé passer des scènes d'atrocités qui nous émeuvent c'est que les choses sont encore pires et qu'à ses yeux ces scènes ne sont pas les plus graves. Nous comprenons alors pourquoi l'action révolutionnaire s'efforce d'arracher les détenus politiques ouvriers à l'emprisonnement de droit commun.

Jérôme CORFEU.

# Lettre de Suisse

La Suisse se trouve fortement secouée par la crise économique mondiale. Elle souffre en miniature toutes les convulsions de l'économie capitaliste arrivée à l'impasse. A l'impuissance d'influer en quoi que ce soit sur le développement des événements s'ajoute l'affolement d'une bourgeoisie incapable à comprendre ce qui se passe.

L'industrie horlogère, principale source de revenu dans la Suisse dit « française », est totalement à terre depuis la guerre mondiale. On peut dire autant de l'industrie de textile et de la broderie en particulier. La métallurgie a subi un recul formidable. D'autre part, le nombre des touristes étrangers s'est réduit à un minimum jamais atteint, et MM. les hôteliers réclament la socialisation des pertes.

On parle de 100.000 chômeurs totaux. Les paysans se voient menacés par l'affaiblissement du pouvoir d'achat à l'intérieur et par les mesures douanières de l'étranger. Résultat : trop de lait, trop de beurre, trop de fromage. Ils voudraient transformer en champs de blé leurs prés (au moment où d'autres pays étouffent dans leurs stocks de céréales). Le ministre des finances s'y oppose, car l'état suisse perçoit une taxe sur l'introduction du blé, taxe dont l'absence signifierait une réduction du revenu national, difficile à combler.

Les industriels voient naturellement dans l'abaissement des salaires la clé magique à déjouer la crise et le conseil national tente d'équilibrer le budget par la réduction des traitements des fonctionnaires et par des droits de douane draconiens, frappant le café par exemple. Le parti social-démocrate vient de lancer un referendum contre ces mesures et contre-attaque par une initiative de loi, tendant à décharger les frais de la crise sur les revenus au-dessus de 8.000 fr. suisses. Le peuple aura donc à voter et la loi et les décisions parlementaires.

Le ministre des finances suisse connaît beaucoup mieux l'histoire biblique que les problèmes économiques et financiers. Il rêve d'une seconde édition du fameux coup que David faisait jadis à Goliath. La Suisse est un producteur tout à fait qualifié pour certaines machines dont la Russie des Soviets a besoin. Seulement, le ministre des finances juge inopportun d'accorder l'assurance-risques que les industriels exigent de lui. On a calculé dernièrement que les sommes à déboursier dans le cas d'un défaut russe, ne seraient pas beaucoup plus élevées que le montant des assurances chômage qu'éviterait l'acceptation des commandes russes. Mais la Suisse officielle, minime défenseur de la civilisation, préfère avoir des chômeurs — et la conscience immaculée devant Dieu et le pape.

A titre de curiosité : les fabriques de chaussures Bata s'installent en Suisse, ce qui a donné lieu à un procès avec les fabricants du pays. Bata a gagné, naturellement.

La légion d'honneur n'existe pas en Suisse, raison pour laquelle le responsable du massacre de Genève doit se contenter de l'avancement dans le rang militaire. Le fascisme est d'ailleurs bien vu en Suisse. Sur l'instigation de Mussolini quelques antiracistes viennent d'être expulsés. Le fameux droit d'asile, tant vanté est mort.

Chaque jour la vie des travailleurs devient plus difficile, le lendemain plus incertain. Cependant que les banques suisses regorgent de l'or de tous les fuyards du fisc, patriotes de l'arrière qui n'en continuent pas moins en leurs divers pays leur infâme propagande chauvine...

W. MAAG.

# THÉÂTRE

## CRIME ET CHATIMENT

L'adaptation et la mise en scène de ces vingt tableaux tirés du roman de F. M. Dostoïevsky sont de Gaston Baty. Disons tout de suite que ce fut une réussite inouïable.

Il est difficile, sinon impossible, de faire mieux conspirer à produire l'émotion esthétique, l'expressivité d'un texte fait de sobriété et de puissance, le jeu achevé des acteurs, les ressources du machiniste et la magie des lumières, tout à la fois.

C'est à peine si, tout au long de cette rhapsodie scénique — car on a tout de même plus l'impression de vivre un poème de chair que d'assister au développement d'une trame d'action, et ce caractère semble se confirmer au dernier tableau nettement symbolique, — c'est à peine si ça et là, à deux ou trois reprises, dans le duo mystique de Raskolnikoff et Sonia, les mots semblent se décoller légèrement de la situation poignante où se débattent les personnages.

Mais ce ne sont là que défauts fugaces et qui n'occupent que quelques secondes dans les trois heures d'un spectacle qui, par ailleurs, ne craint pas de demander au décorateur d'ajouter à son propre « grandiose ».

Nous avons eu l'impression — c'est peut-être un sentiment trop strictement personnel que nous exprimons là — que malgré l'incarnation parfaite que M. Lucien Nat a donné du personnage de Raskolnikoff, ce n'est pas Raskolnikoff qui désormais est le protagoniste de ce sombre drame.

La révolution russe est passée par là. Raskolnikoff est, comme un Julien Sorel et un Rastignac, un produit particulièrement malsain et assez monstrueux d'époques aujourd'hui révolues. D'autres personnages autour de lui ont mieux réussi à traverser les trois révolutions qui ébranlèrent le régime tsariste jusqu'à l'écroulement final.

Aux côtés de Lucien Nat, Marguerite Jamois a incarné une magnifique Sonia ; Marie Germanova, dans le rôle de la mère de Raskolnikoff, a force de naturel et de pathétique a réalisé la « mère » jusqu'au symbole ; Georges Vitray, dans le rôle du juge d'instruction s'est affirmé, ou plutôt confirmé, l'un des meilleurs artistes qu'il nous ait jamais été donné d'entendre ; Marcel Delaire a été un ivrogne obsédant et tragique. Le reste de la troupe a fait preuve d'un talent au-dessus de tous éloges.

« Crime et Châtiment » commence au Théâtre Montparnasse une carrière qu'il n'est pas besoin d'être prophète pour la prédire longue et triomphale.

Du moins faudra-t-il qu'il en soit ainsi pour que le sort ne se montre pas indigne du haut mérite et de l'exemplaire persévérance de Gaston Baty.

Ouf ! ça nous change un peu des Poesco...casseries de M. Louis Verneuil !

H.-L.

L'abondance des matières nous a obligés à disperser trois articles qui devaient se trouver réunis sous la même rubrique :

## TRIBUNE LIBRE

Nous accordons beaucoup d'importance à cette tribune et nous nous efforcerons de lui donner un caractère plus cohérent à l'avenir.

Le Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse  
117 rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>)